

Tendance CLAIRE du NPA

pour le **Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire**

(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)

Supplément n° 1 au bulletin *Au CLAIR de la lutte* n° 8, été 2011 — Prix : 0,5 € (soutien : 1 €)

ORIENTATIONS POUR LA LUTTE DE CLASSE EN FRANCE (printemps 2009-printemps 2011)

Sélection de textes :

I. PRINTEMPS 2009

- La grève des universités montre la voie à tous les salariés : combattons pour son extension (p. 2)
- L'évacuation des sans-papiers de la Bourse du travail par la direction de la CGT est une honte (p. 6)
- Soutien à l'occupation de la rue Baudelique (p. 7)
- Grèves ouvrières : éléments pour un premier bilan, propositions pour un programme d'action (p. 8)

II. ANNÉE 2009-2010

- Pour imposer le retrait de la loi qui privatise la poste : manif nationale, comités, grève (p. 11)
- Vive la grève des travailleurs sans-papiers ! Battons-nous pour la régularisation de tous ! (p. 13)
- L'expérience du contrôle ouvrier à Philips Dreux montre la voie à tous les travailleurs (p. 14)

III. AUTOMNE 2010 : MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

- Sur l'appel ATTAC/Fondation Copernic (p. 17)
- Proposition de motion de rentrée : le NPA doit concentrer toutes ses forces sur le combat pour la grève générale — septembre 2010 (p. 17)
- Une des contributions au cœur du mouvement : Par l'auto-organisation des travailleurs et des équipes syndicales combattives, étendons la grève reconductible et les blocages, poussons les directions syndicales — 25 octobre (p. 20)
- Contribution au bilan : Le mouvement historique contre la réforme des retraites confirme l'urgence de ré-axer la construction du NPA dans un sens révolutionnaire et prolétarien — 28 novembre (p. 23)

ANNEXE : PRINTEMPS VICTORIEUX À L'ENS (TEXTES DU COMITÉ NPA DE L'ENS)

- Après 136 jours de grève, victoire des précaires de l'ENS ! (*Tout est à nous !*, 2 juin) (p. 27)
- Quelle campagne du NPA voulons-nous ? Contribution à partir de la lutte de l'ENS (p. 28)

La grève des universités montre la voie à tous les salariés ! Pour sa victoire, il faut combattre pour son extension aux étudiants, à toute l'Éducation et aux autres salariés

Les contre-réformes qui se multiplient depuis plusieurs années dans l'Éducation nationale en général, l'enseignement supérieur et la recherche publics en particulier, ont toutes pour point commun d'ériger en dogmes absolus les principes de la rentabilité et de la compétitivité. Elles ont pour conséquence de mettre en concurrence les établissements entre eux et les individus entre eux. Il s'agit de mettre fin au caractère public de l'enseignement et de la recherche, pour les soumettre aux intérêts du patronat et au joug de la prétendue « utilité » économique. Parce que ces attaques, d'une ampleur sans précédent, forment un tout et provoquent une violente remise en cause à l'échelle de l'Éducation nationale et de la recherche publique tout entières, il est essentiel que la lutte engagée pour les mettre à bas se généralise et se radicalise : seule une riposte globale et résolue sera à même de faire reculer le gouvernement. Cette convergence sera certes difficile, à cause des défaites subies par les enseignants du primaire et du secondaire en lutte ces dernières années, et au vu de la lassitude engendrée par les journées d'action dispersées et sans lendemain. Mais elle est cruciale et pourra constituer un levier décisif pour entraîner dans son sillage un combat d'ensemble, véritablement interprofessionnel, contre la casse de la Fonction publique par l'application de la RGPP (révision générale des politiques publiques), contre les licenciements et contre la précarité généralisée dans le public comme dans le privé. (...)

Montée en puissance de la résistance et auto-organisation

Comme dans la plupart des secteurs de la Fonction publique, la mobilisation du 29 janvier a été puissante dans l'enseignement et les enseignants-chercheurs y ont été très nom-

breux. Leur mobilisation n'a cessé ensuite d'aller crescendo, dans la grève et dans la rue, jusqu'aux 100 000 manifestants du mardi 10 février — 50 000 à Paris, 8 000 à Lyon, 6 000 à Toulouse, 4 000 à Marseille et à Montpellier, 3 000 à Rennes et à Strasbourg — et 55 000 le jeudi 19 alors même que deux zones sur trois étaient en vacances... À l'heure où est écrit cet article (3 mars), 70 universités sont mobilisées. Des assemblées générales de plus de 500 personnes se tiennent régulièrement (à Angers, Arras, Brest, Caen, Dijon, Le Mans, Lille, Limoges, Lyon I et II, Metz, Nantes, Paris V, VIII et XI, Reims, Rouen, Saint-Etienne, Versailles-Saint-Quentin...), des AG de 1 000 et plus à Aix-Marseille I, Bordeaux-III et IV, Montpellier III, Paris I, IV et X, Pau, Perpignan, Poitiers, Rennes II, Strasbourg, Toulouse II et III...

La grève en effet est l'arme décisive utilisée par les enseignants en lutte, rejoints par les étudiants, pour se battre de façon efficace. Alors que les directions syndicales — SNESUP-FSU en tête — n'y appelaient nullement, elles ont été débordées par l'initiative lancée par des enseignants-chercheurs du collectif « Sauvons l'université » (SLU), appelant à ce que « l'Université s'arrête », à partir du 2 février, si les décrets portant sur le statut des EC et les concours de l'enseignement n'étaient pas retirés. Ce sont eux également qui ont lancé l'initiative d'une coordination nationale, permettant la structuration de la lutte à l'échelle nationale. Cette forme exemplaire d'auto-organisation est un héritage direct des luttes étudiantes menées ces dernières années. La coordination a appelé à la « grève totale, illimitée et reconductible » tant que ces revendications ne seront pas satisfaites.

Toutefois, il faut souligner le contraste entre la radicalité de ce mot d'ordre et le flou de son application sur le terrain — grève « de temps en temps » ou lors des seules journées d'action nationale, prétendue « grève » mais poursuite des cours ;

seuls quelques départements sont en grève véritable, reconduite d'AG en AG... Car les universitaires ne sont pas des prolétaires. La lutte de classe et l'une de ses armes essentielles, la grève, leur sont étrangères. Leur profession les pousse à l'individualisme ; ils méconnaissent donc dans la très grande majorité les luttes collectives. Leur position sociale et culturelle en fait des catégories intermédiaires et parfois les relais de l'idéologie bourgeoise. La grève totale, seuls les personnels non-enseignants et les étudiants — qui ont prouvé par le passé leur puissante capacité à combattre —, peuvent la mettre en œuvre.

Défaits l'an dernier suite à leur lutte contre la LRU, les étudiants n'auraient pu cette année partir les premiers. Dans un premier temps, les étudiants se sont mobilisés à la suite des enseignants. Ils sont entrés dans le mouvement en organisant leurs propres assemblées générales et/ou se réunissant avec les enseignants et autres personnels. La première coordination nationale étudiante s'est tenue à Rennes les 14 et 15 février, réunissant les délégués mandatés par les assemblées générales de 65 universités. Elle a à juste titre centré le combat sur la LRU, expliquant que « la LRU est le cheval de bataille commun aux étudiants enseignants et personnels. C'est derrière le mot d'ordre de l'abrogation de la LRU que le mouvement pourra s'unifier. » C'est là en effet un aspect décisif, qui dessine clairement une ligne de démarcation avec les directions syndicales.

Les directions syndicales tentent de freiner et canaliser la lutte

À cent lieues des revendications mises en avant par les enseignants et les étudiants mobilisés, l'UNEF se contente de supplier le gouvernement de « changer de politique en matière d'enseignement » en renonçant aux suppressions de postes et d'« investir pour lutter contre la précarité étu-

diante ». Si elle a été contrainte, sous la pression de la mobilisation, de demander le retrait du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, elle ne demande pas celui de la réforme des concours d'enseignement, se bornant à implorer le gouvernement d'« apporter de toute urgence des garanties » à son sujet. Elle n'évoque pas la LRU, et pour cause : rappelons que l'UNEF avait négocié la loi avec Pécresse en 2007, puis avait trahi ouvertement le mouvement en allant quémander des miettes à la ministre et en brisant la grève des étudiants.

La FSU ne parle pas davantage de la LRU et adopte une position très en retrait de la mobilisation en cours. En effet, elle ne demande pas officiellement le retrait de la réforme des concours d'enseignement. La direction du SNES, son syndicat de l'enseignement secondaire, n'est en fait tout simplement pas défavorable à la réforme et voudrait seulement plus de temps pour la mettre en œuvre. Elle demande donc son report au gouvernement — en 2010 pour les nouveaux masters et en 2011 pour les nouveaux concours —, tout en réclamant l'« ouverture immédiate de discussions sérieuses sur la formation des maîtres, les cursus universitaires et l'entrée dans le métier ». Quant au SNESUP, il entretient l'ambiguïté sur les revendications. Certes, débordé par la coordination nationale, il est parfois contraint de faire figurer parmi ses mots d'ordre le retrait de la mastérisation des concours. Mais ses positions varient d'un communiqué à l'autre : à la place du retrait pur et simple du décret, il est aussi question de « maintien dans la forme actuelle des concours des PE et du CAPES en 2010 » ou de « retrait des lourdes modifications » des concours — ce qui ne signifie pas le retrait du décret mais son éventuel aménagement — et « l'ouverture d'un vaste débat public » sur le sujet. Pour exemple, dans sa *Lettre Flash* du 18 février, le SNESUP ne demande plus que la « mise hors circuit du texte de décret statutaire » et le « maintien des concours PE et CAPES dans leur format actuel en 2010, [l']ouverture d'un grand débat sur la formation des enseignants, [l']organisation de dispositions transitoires pour les étudiants en vue de la reconnaissance du master pour exercer les métiers d'enseignants et des IUFM ».

Quant aux modes d'action proposés, ils sont, comme à l'accoutumée,

dispersés et dilatoires, destinés à toute force à éviter la généralisation de la grève. L'UNEF n'appelle tout simplement pas à la grève. Les syndicats de l'éducation (FERC-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN, UNSA-Éducation, SUD Éducation), dans un communiqué du 12 février, s'en remettent à la journée d'action du 19 mars, tout en appelant sans plus de précision à « poursuivre les actions engagées » — là aussi, pour éviter de parler de grève. Au sein de la FSU, ni le SNES, ni le SNASUB n'appellent à la grève : le SNASUB se contente de lancer une pétition pour les BIATOS proclamant « rendons-nous visibles » et se borne à inviter les agents à se rendre en AG sans jamais lancer le mot d'ordre de grève. Quant au SNESUP, il est là encore contraint et forcé par la puissance de la mobilisation à affirmer qu'il faut « renforcer le mouvement de grève » : mais il ne s'agit nullement d'une « grève totale, illimitée et reconductible » comme le demande la coordination nationale ; tout au plus est-il question de « réussir » les journées d'action car, comme il le proclame, « l'attitude du SNESUP est responsable »... En ce début du mois de mars, le SNESUP se cantonne à appeler à des « grèves administratives », et seulement les 5 et 11 mars.

Avec l'appui des directions syndicales et des présidents d'université, le gouvernement tente de diviser et briser la mobilisation

À l'heure actuelle, le gouvernement ne semble pas prêt à céder sur les revendications essentielles. Darcos comme Pécresse ont dit et redit qu'ils ne retireraient pas leurs décrets (statut des enseignants-chercheurs et réforme des concours). La stratégie du gouvernement consiste à dissocier les deux revendications et à ouvrir une brèche dans laquelle s'engouffrent et/ou s'engouffreront directions syndicales et présidents d'université.

La brèche existe sur le statut des EC. Pécresse a d'abord tenté de faire passer, avec l'appui de certains présidents de sections du CNU (des juristes en particulier), une nouvelle mouture du décret. Elle ne modifiait pas l'essentiel de la réforme — maintien de l'évaluation au niveau local sous l'autorité des présidents d'université, maintien de la modulation des services et donc de l'accroissement des

charges d'enseignement pour les EC sanctionnés. Elle entendait seulement la saupoudrer de mesurètes en pensant pertinent de préciser qu'« un temps significatif pour les activités de recherche » serait garanti à tous — sans aucune précision en termes de volume horaire — et que la modulation des services s'effectuerait sous le contrôle du CNU. Dans son communiqué du 15 janvier, la ministre rappelait que les « missions » des enseignants-chercheurs ne consistaient plus seulement dans l'enseignement et la recherche : « La ministre a insisté sur le fait que les obligations d'enseignement pourront être inférieures si l'activité de recherche est d'une très grande qualité ou si l'engagement professionnel se traduit dans d'autres missions. » Il est certain que de bons et loyaux services rendus au patronat local gratifieraient les universitaires de quelques primes et d'allègement de services d'enseignement. L'irruption de la médiatrice Claire Bazie-Malaurie — signe d'un certain désarroi au sein du gouvernement face à une mobilisation à laquelle il ne s'attendait pas — puis l'intervention de Sarkozy le 13 février allaient dans le même sens : lâcher un peu de lest sur le statut des EC sans retirer le décret. C'était aussi l'enjeu du projet soumis par le député UMP et doyen de la faculté de Boulogne-sur-Mer Daniel Fasquelle : réaménager le décret. Fasquelle a donc proposé que l'évaluation des EC ait lieu tous les six ans et non tous les quatre ans, que les promotions se fassent en partie au niveau national par le CNU (entre 25 et 50 %) et en partie au niveau local par les présidents d'université (de 50 à 75 %), en enrobant le tout des proclamations usuelles sur la liberté des universitaires (la modulation des services devant être « l'expression de la liberté et non une sanction »).

Peut-on dire que le gouvernement a reculé sur le décret réformant le statut des enseignants-chercheurs ? Certainement pas de manière décisive. La modulation des services — donc l'augmentation du temps de travail — reste d'actualité : les 192 heures annuelles ne sont qu'une « référence » et non un plafond. Le prétendu « accord de l'intéressé » posé comme préalable à la modulation masque les fortes pressions qui s'exerceront sur les enseignants, d'autant que la modulation est rattachée à un « projet collectif » : les enseignants devront donc se soumettre au bon vouloir des équipes ainsi mises

en place. Le principe de l'évaluation — donc de la mise en concurrence selon des critères de rentabilité — est maintenu, simplement déporté pour partie du niveau local au niveau national. De surcroît, jamais le CNU, avec ses faibles moyens et effectifs, ne sera à même de prendre en considération les travaux de quelque 56 000 enseignants-chercheurs. La « notation » se fera donc par la voie « bibliométrique », additionnant les publications et leur assignant une sorte de coefficient en fonction du support desdites publications, selon des critères eux-mêmes très contestés : c'est là une technique purement comptable et managériale, qui conduit à la course effrénée à la productivité. Enfin, la gestion locale des carrières et des promotions — c'est-à-dire l'arbitraire et le clientélisme — demeure telle quelle.

Quant à la réforme des concours d'enseignement, il n'est pas question pour Darcos d'y toucher, tandis que Pécresse a osé affirmer « la masterisation, tout le monde est pour » ! Tenir bon sur cette question est crucial pour le gouvernement à bien des égards. D'une part, un recul du ministre viendrait s'ajouter à celui qu'il a dû commettre face à la mobilisation déterminée des lycéens en reportant la réforme du lycée. Ensuite, l'enjeu en termes d'économies budgétaires est de taille puisque, on l'a dit, la

« masterisation » permet de supprimer plus de 10 000 postes par an — avec la suppression de l'année de stage. Enfin, cette question est brûlante car elle est susceptible de fédérer tous les enseignants, du primaire au supérieur, ainsi que les lycéens et les parents d'élèves. Le gouvernement peut compter sur l'appui tacite des directions syndicales qui ne demandent pas le retrait du décret. Il a aussi le soutien implicite des présidents d'université : la CPU (conférence des présidents d'université) ne demande pas le retrait mais le report des nouveaux concours à 2011. Cette position fait battre des mains le SNESUP, réjouit de voir que la CPU avait « repris à son compte notre revendication de maintien en l'état pour la session 2010 des concours PE et CAPES ». Darcos a donc pu se montrer à la fois provocateur et intraitable lors de son intervention radiodiffusée du 12 février, affirmant qu'il n'y avait « aucune raison de repousser la réforme de la formation » : il a eu beau jeu de rappeler, narquois, « à la CPU qu'elle a signé un protocole avec moi, demandant que la réforme se fasse à la rentrée 2010. Nous n'avons pas signé tout seuls la masterisation des concours ». Fillon a certes fait mine de lâcher un peu de lest en affirmant qu'une formation complémentaire serait proposée aux enseignants tout juste recrutés. Mais

le recrutement se fera toujours au rabais et la sélection sociale sera toujours plus forte.

Enfin, le gouvernement a cru bon de jeter d'autres miettes en annonçant qu'il n'y aurait pas de suppressions de postes d'enseignants-chercheurs en 2010 et 2011. Mais qu'en est-il des personnels non-enseignants ? On sait très bien que cette prétendue « concession » n'est rien d'autre qu'une façon de continuer à détruire des postes de BIATOSS, par le biais des « redéploiements ». D'ailleurs, Pécresse a eu la condescendance méprisante d'affirmer que des fonctions telles que le gardiennage, le ménage, la maintenance des bâtiments ne constituaient pas le cœur de mission des universités : c'est toujours au nom de ce minable prétexte qu'on externalise et privatise des services entiers.

Ce qui se dessine donc, à ce stade de la mobilisation, c'est d'une part quelques aménagements apportés au décret sur le statut des enseignants-chercheurs, aptes à faire sortir de la mobilisation ceux qui n'y étaient entrés que sur cette base, et d'autre part une trahison des directions syndicales qui appelleront d'une manière ou d'une autre les grévistes à reprendre le travail, abandonnant les autres revendications.

L'heure est à la consolidation et à l'extension de la grève. Le NPA doit y avoir une orientation ferme et claire

Les militants du NPA doivent tout mettre en œuvre pour que la grève des enseignants-chercheurs et des étudiants s'étende à l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Ce serait un point d'appui décisif pour l'entrée en lutte de salariés d'autres secteurs.

Le « tous ensemble » passe par des revendications communes : celle d'abrogation de la LRU est indispensable

Pour que la grève se consolide dans l'enseignement supérieur et s'étende au-delà, il faut d'abord faire la clarification sur les revendications : que les mots d'ordre englobent les revendications des étudiants et de tous les personnels. À ce titre,

l'abrogation de la LRU doit être mise en avant. On l'a vu, c'est en effet cette loi qui est à l'origine des attaques décisives qui se produisent actuellement. C'est elle en outre qui touche à la fois les personnels, administratifs, techniques et enseignants, ainsi que les étudiants. Or, il n'y a pas que les directions syndicales pour refuser d'avancer ce mot d'ordre. La coordination nationale des enseignants (étendue aux personnels et aux étudiants à raison d'un étudiant et d'un BIATOS pour trois enseignants-chercheurs) a adopté une position qui s'arrête à mi-chemin. Bureaucrates du SNESUP, enseignants soucieux de se focaliser sur la réforme du statut et de la masterisation, mais aussi frileux devant les capacités d'une mobilisation étudiante et se réservant donc une porte de sortie de grève, ont tout fait pour que la LRU ne soit pas même

mentionnée dans les motions finales. Mais un certain nombre de délégués avaient aussi pour mandat de soutenir le mot d'ordre « abrogation de la LRU ». La motion de la coordination nationale réunie le 2 février a donc été présentée comme un compromis, pointant du doigt la LRU mais ne demandant pas son abrogation, proposant — selon la méthode des directions syndicales, une négociation sur une autre loi... : la Coordination « demande en urgence que la communauté universitaire et le monde de la recherche soient consultés sur une nouvelle loi garantissant démocratie, collégialité, indépendance et liberté, car l'Université n'est pas une entreprise et le Savoir n'est pas une marchandise ». Toutefois, entraînée par la dynamique créée par la mobilisation des étudiants qui, quant à eux, mettent clairement en avant le mot

d'ordre d'abrogation de la LRU, la Coordination finalement intégré dans l'une de ses motions, le 20 février. Mais il s'agit d'une concession de pure forme. La coordination appelle à l'élaboration d'une autre loi.

Malheureusement, il y a un désaccord au sein du NPA sur cette question et l'impulsion donnée par la direction du NPA va elle aussi dans ce sens. Certains militants « sur le terrain » relaient cette position, en votant contre la mise en avant du mot d'ordre « abrogation de la LRU ». Dans la déclaration d'Olivier Besancenot intitulée « Valérie Pécresse doit retirer le décret sur les enseignants-chercheurs » (10 février), on constate une focalisation sur le seul décret réformant le statut des EC. Ce même communiqué comporte par ailleurs une fausse information qui pourrait contribuer à semer des illusions et à freiner la lutte : « Sous la pression des mobilisations des lycéens, le gouvernement a dû retirer son projet de réforme du lycée » ; pourtant, chacun sait très bien que Darcos ne l'a pas du tout retiré, mais simplement reporté, attendant des jours meilleurs pour l'appliquer ! La commission Université-Recherche du NPA souligne quant à elle que les réformes sont la « conséquence logique de la LRU » mais n'en demande pas davantage l'abrogation.

Pour la grève totale, illimitée et reconductible ! La direction du NPA doit rompre avec son attentisme et soutenir cette perspective

La même carence politique se retrouve dans les perspectives proposées par la direction du NPA. La commission Université-Recherche se contente pour sa part d'appeler à la grève et à la manifestation lors des seules journées d'action — le 10 février en l'occurrence. Elle ne reprend pas le mot d'ordre pourtant décisif de « grève totale, illimitée et reconductible ». *Avis de recherche*, le « bulletin de débat université-recherche du NPA », accomplit le tour de force de ne pas employer une seule fois le mot « grève » dans son éditorial et de ne pas en parler du tout ! Il n'évoque que les assemblées générales et les manifestations lors des journées d'action ! Les perspectives suggérées n'en sont pas, tant elles restent vagues — « Ensemble, préparons la riposte » et

dépourvues de toute proposition concrète. Dans l'encadré consacré au personnel BIATOS, la conclusion est tout aussi floue : « Nous n'avons pas le choix : se mobiliser, tous ensemble, pour renverser la situation » (*Avis de recherche* n°3, mars 2009) ; pas un mot, encore une fois, de la grève nécessaire.

La mobilisation en cours est puissante ; elle est inédite chez les universitaires. Mais ceux-ci ne peuvent gagner seuls. Ils ne remporteront une victoire sur le gouvernement que si les personnels rejoignent massivement la lutte, et si la grève chez les étudiants se généralise. Or, des obstacles doivent encore, de ce point de vue, être franchis pour étendre vraiment la grève étudiante. Ce sont les étudiants qui ont affronté directement le gouvernement en 2007 contre la LRU ; leur lutte a été exemplaire, mais elle a été trahie par les directions syndicales, en particulier l'UNEF. Elle n'a en outre pas été rejointe par les enseignants — même si certains d'entre eux étaient mobilisés. La convergence avec les cheminots en grève au même moment a échoué après le lâchage des directions syndicales à la SNCF. Enfin, cette lutte intervenait peu de temps après l'élection de Sarkozy, qui pouvait se targuer de sa « légitimité » électorale, ce qui entravait fortement les possibilités d'extension de la mobilisation. Les étudiants subissent encore le poids de cette défaite. Ils se souviennent en outre de l'attitude timorée qu'avaient adoptée les universitaires à cette occasion. Ils sentent enfin que, même s'ils subiront les conséquences de la réforme du statut des enseignants (l'enseignement étant considéré dans la réforme comme une sorte de sanction « punissant » les professeurs mal évalués), cette revendication reste essentiellement celle des EC. De plus, les étudiants ont bien conscience de ce qu'est la LRU et que le retrait d'un simple décret ne serait qu'une victoire très partielle : tant que la LRU restera en vigueur, un recul sur une des ses applications ne sera jamais que temporaire. De surcroît, pour les étudiants — notamment issus des couches populaires —, il est capital de mettre en avant des revendications concernant l'aide sociale rongée par les gouvernements successifs.

Pour dépasser les freins à la mobilisation, il faut que la lutte revête un caractère offensif sur des revendications fédérant tous ceux qui travaillent à l'université et subissent de plein fouet les mesures gouvernementales :

- *Abrogation de la LRU ;*
- *Retrait du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs ;*
- *Retrait du décret réformant les concours de l'enseignement ;*
- *Retrait du contrat doctoral unique ;*
- *Contre la casse des organismes de recherche ;*
- *Titularisation immédiate de tous les personnels précaires ;*
- *Création d'emplois à hauteur des besoins ;*
- *Retrait des décrets instaurant l'évaluation-notation des personnels ;*
- *Abrogation de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la mobilité forcée ;*
- *Augmentation générale des salaires : 300 euros pour tous ;*
- *Augmentation des bourses sur critères sociaux sans préférence nationale.*

Pour gagner sur ces revendications, il n'est d'autre solution que la grève totale. Jusqu'à présent, les modalités d'action chez les enseignants ont été extrêmement variables, de la simple : de la simple mobilisation lors des journées nationales d'action à la grève totale effective. Beaucoup ont continué de faire cours, ce qui a empêché concrètement les étudiants de se mettre pleinement en grève. Aujourd'hui, ce sont les étudiants qui ont pris la tête du mouvement. Dans tous les centres où il dure depuis quelques semaines, la question des piquets de grève devient inévitable. Déjà 14 universités les ont mis en place (Angers, Arras, Aix-Marseille III, Limoges, Le Mans, Nantes, Pau, Poitiers, Rennes II, Saint Etienne, Strasbourg, Paris III IHEAL ...) Nous, militants du NPA, devons mettre toutes nos forces pour que, partout où les conditions sont réunies, les piquets de grève soient tenus par les étudiants, les personnels et les enseignants. C'est le seul moyen d'éviter dans beaucoup d'endroits le pourrissement de la situation, dû souvent à ce que les enseignants sont davantage « actifs » qu'en grève. La tenue des piquets permet à tous les étudiants de se mobiliser de manière égalitaire ; certains enseignants dont le statut est très précaire pourront ainsi être en grève sans mettre leur poste en danger. La « grève marchante » pratiquée en Guadeloupe et Martinique, avec débrayages service par service, amphi par amphi, salle de cours par salle de cours, est un moyen de lutte efficace pour conduire aux

piquets de grève là où ils ne sont pas encore mis en place.

Toutes les mesures d'auto-organisation s'imposent pour que la mobilisation se renforce et tienne jusqu'à la victoire : assemblées générales, comités de grève ... Pour que les personnels (qui se voient retirer systématiquement leur traitement en cas de grève) rejoignent la lutte, il est indispensable dans l'immédiat de constituer partout des caisses de grève, alimentée principalement par

les enseignants-chercheurs qui généralement gardent leur traitement pendant la grève. Cependant, un des objectifs de la grève sera d'exiger le paiement total des jours de grève, pour tous.

Il est aussi indispensable que, des AG, monte l'exigence que les directions syndicales cessent leurs attermolements, clarifient et unifient les revendications et appellent à la grève l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale — et pas à des

journées d'action isolées et dispersées. Avec une grève générale dans l'Éducation nationale, il est possible de gagner. Et de faire en sorte que cette grève, sur le modèle exemplaire de nos camarades guadeloupéens et martiniquais, s'étende au point d'ouvrir la voie à une véritable grève générale interprofessionnelle.

Laura Fonteyn

L'évacuation des sans-papiers de la Bourse du travail par la direction de la CGT est une honte pour le mouvement ouvrier français

Les militants anticapitalistes et révolutionnaires, tous les militants combattifs du mouvement ouvrier ne peuvent que condamner avec la plus grande fermeté l'évacuation des travailleurs sans-papiers de l'annexe de la Bourse du travail de Paris (rue Charlot) par le service d'ordre de la CGT cagoulé et armé, secondé par les CRS. Cette décision est une honte pour le mouvement ouvrier français.

La CGT, comme tous les syndicats du mouvement ouvrier, doit être au service des travailleurs salariés, avec ou sans-papiers, pour lutter contre le patronat et le gouvernement à son service. Les désaccords stratégiques au sein du mouvement ouvrier et des luttes de travailleurs ne peuvent en aucun cas se régler en matraquant et en jetant à la rue (et par là même en livrant de fait à la police) les travailleurs et leurs enfants !

La CGT devrait être au service des travailleurs sans-papiers en lutte !

Les travailleurs sans-papiers sont parmi les plus exploités et opprimés de la classe ouvrière : leur choix de lutter pour leurs droits et leur dignité méritent la solidarité et le respect de tous les militants du mouvement ouvrier. Quoi que l'on pense de leur choix tactique d'occuper la Bourse du travail de Paris, ceux qui l'ont fait (dont un certain nombre sont membres de la CGT) se battent à juste titre pour

l'extension de la lutte pour la régularisation à tous les travailleurs sans-papiers, au-delà des critères de la loi raciste de Sarkozy-Hortefeux, et pour que les directions syndicales (pas seulement la CGT) se battent dans le sens de cette extension.

L'argument selon lequel cette occupation entravait sérieusement l'activité des syndicats parisiens n'est qu'un misérable prétexte : quand on sait que les syndicats, y compris la CGT, sont financés majoritairement par des subventions patronales et étatiques, il est clair qu'on est loin, très loin du mouvement historique des Bourses du travail et que ce n'est pas la défection de quelques bureaux qui empêche l'activité syndicale !

La décision honteuse de la direction de la CGT confirme l'impasse de sa stratégie

S'il est évident que plusieurs centaines de militants CGT ont combattu corps et âme pour la régularisation des travailleurs sans-papiers par l'arme de la grève, il est clair aussi que la décision politique de réduire le combat à la régularisation au cas par cas dans le cadre de la loi raciste d'Hortefeux ne pouvait aboutir qu'à des résultats très limités. De fait, la direction de la CGT elle-même reconnaît que les grèves qu'elle a organisées sur cet axe depuis plus d'un an n'ont permis de régulariser que 2 000 travailleurs sans-papiers (voire beaucoup moins

selon d'autres sources), alors qu'on en compte plusieurs centaines de milliers dans le pays. De plus, le titre de séjour de ceux qui ont été régularisés n'a dans la plupart des cas qu'une durée de quelques mois ou d'un an (certains arrivent donc déjà à expiration). Enfin, la direction de la CGT a refusé d'aller jusqu'au bout de sa propre orientation en stoppant de fait la vague de grèves qu'elle avait lancée au printemps 2008, malgré le soutien dont elle bénéficiait chez une grande partie des travailleurs conscients de leurs intérêts de classe.

Certes, les 2000 régularisations obtenues et la mise en avant de l'arme de la grève n'en restent pas moins des acquis, surtout qu'elles ont été imposées par des grèves et avec l'aide de militants syndicaux combattifs. Cependant, le combat pour la régularisation des sans-papiers exige de se battre d'abord et avant tout pour la régularisation collective de tous, qu'ils aient un travail ou qu'ils subissent le chômage, et quel soit leur secteur d'activité. Ce combat implique donc nécessairement d'exiger l'abrogation de la loi raciste de Sarkozy-Hortefeux et de toutes les lois anti-immigrés décidées depuis trente ans par les gouvernements de droite, mais aussi par les gouvernements PS-PCF de Mitterrand à Jospin. C'est fondamentalement ce combat que la direction bureaucratique de la CGT, profondément réformiste et largement chauvine, a toujours refusé de mener, faisant preuve d'un soutien de fait à la politique migratoire réactionnaire et

xénophobe de l'État impérialiste français. De ce point de vue, il y a un lien évident entre l'orientation de la CGT et ses méthodes héritées de la bureaucratie stalinienne.

Pour gagner sur la régularisation des sans-papiers comme sur les autres revendications, il faut unifier la classe ouvrière, rompre avec le « dialogue social » et les « journées d'action » sans perspective et se battre pour la grève générale

Le combat pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'abrogation des lois anti-immigrés, pour l'égalité des droits et des salaires entre travailleurs français et étrangers est un combat politique qui nécessite un affrontement central avec le patronat et le gouvernement. Il ne peut en aucun cas être isolé des autres luttes de la classe ouvrière. Il n'est pas possible d'avoir une politique juste sur la question des sans-papiers sans avoir une politique juste sur l'ensemble des autres revendications de la classe ouvrière. Or il n'y a pas deux politiques justes, mais une seule : face à la crise que les capitalistes et leurs valets du gouvernement font payer aux travailleurs, il n'y a pas d'autre solution que de lutter pour réaliser l'unité de toute la classe ouvrière sur l'ensemble de ses revendications par les méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier. Il n'y a pas d'autre solution que d'élaborer une plate-forme de revendications claires et unifiantes, de se battre pour des grèves tous ensemble et re-conductibles, d'organiser des manifestations de masse contre les licenciements et contre toute la politique du gouvernement, de mettre en œuvre un plan de lutte déterminé pour parvenir à la grève générale, seule solution pour que les travailleurs ne paient pas la crise...

Si elles voulaient vraiment avancer vers la régularisation de tous les sans-papiers et la satisfaction de l'ensemble des revendications mises en avant par les travailleurs en lutte qui refusent de payer la crise, les directions des syndicats du mouvement ouvrier auraient depuis longtemps rompu leur prétendu « dialogue social » avec le gouvernement de Sarkozy, elles auraient mis un terme à leur stratégie désastreuse des « journées d'action » dispersées et sans perspective (comme le leur demandent un nombre croissant de syndicats de base, notamment de la CGT), elles auraient coordonné les luttes des ouvriers contre les licenciements et organisé une manifestation nationale dans ce but, elles auraient engagé un combat unitaire et déterminé contre le patronat et le gouvernement, jusqu'à la grève générale, comme l'ont fait les syndicats de Guadeloupe et de Martinique avec le LKP. C'est dans ce sens qu'il faut se battre à l'intérieur même des syndicats du mouvement ouvrier, qui n'appartiennent pas aux bureaucrates ; il est plus urgent que jamais d'y constituer un courant lutte de classe pour aider la classe ouvrière à se réapproprier ses syndicats et à les faire fonctionner de façon démocratique de la base au sommet.

Sans attendre, avec tous les militants du NPA et bien d'autres, il s'agit de continuer de participer quotidiennement aux luttes des travailleurs, avec ou sans-papiers, et de militer pour des grèves re-conductibles, pour la convergence des luttes, pour le front unique ouvrier, pour l'auto-organisation démocratique de celles et ceux qui luttent et pour le respect des formes d'action qu'ils choisissent.

Paris, le 26 juin 2009

□ **Tendance CLAIRE**

**Soutien à
l'occupation de la
rue Baudelique !**

Depuis début juillet, les sans-papiers expulsés de la Bourse du travail poursuivent leur combat en occupant un local inutilisé (en cours de vente) de la Sécurité sociale dans le 18^e arrondissement (rue Baudelique). Pour montrer le sens et l'objectif de leur combat, ils ont décidé de baptiser ce lieu « ministère pour la régularisation de tous les sans-papiers ». De plus, pour commencer à surmonter les divisions qui traversent depuis des années le mouvement des sans-papiers, ils ont proposé de faire de ce lieu un pôle de rassemblement des collectifs de sans-papiers : neuf collectifs y sont désormais rattachés, rassemblant environ 2000 personnes.

Dès le début, le NPA et des secteurs oppositionnels de la CGT ont joué un rôle important dans le soutien politique et matériel à cette nouvelle occupation et à ces initiatives. Les Verts, Alternative Libertaire, la CNT et Solidaires apportent également leur soutien.

Les collectifs rattachés à la rue Baudelique et leurs soutiens appellent à une

**MANIFESTATION
POUR LA
RÉGULARISATION
DE TOUS LES
SANS-PAPIERS**

**SAMEDI 10 OCTOBRE
Paris (lieu et heure
à préciser)**

Grèves ouvrières : éléments pour un premier bilan et propositions pour un programme d'action

Les sept ou huit premiers mois de l'année ont été marqués par le début d'un retour du prolétariat industriel sur la scène politique, comme un élément central de cette première étape de résistance aux effets de la crise capitaliste mondiale. Les travailleurs de Caterpillar, Continental, Goodyear, New Fabris, Molex, Freescale... ont non seulement attiré l'attention des médias, mais surtout inquiété le patronat et le gouvernement, les obligeant dans certains cas à quelques concessions.

Cette vague de luttes a été encourageante dans la mesure où, contre tout le discours réactionnaire qui annonçait que la classe ouvrière n'existait plus ou bien qu'elle existait mais était devenue tellement conservatrice qu'elle n'avait plus aucune capacité de lutte, elle a montré que le prolétariat industriel est toujours là, et que l'étape ouverte par la crise historique du capitalisme tend à le pousser de nouveau à l'action.

Comme il s'agit bien d'une première vague et que, malgré une certaine pause actuellement dans les luttes ouvrières à enjeu national, les tendances ouvertes par cette nouvelle étape se maintiennent, il nous semble nécessaire de commencer à tirer un bilan de ces premiers combats pour mieux préparer les suivants.

Dynamique combative et limites revendicatives des luttes contre les licenciements

Dans un article précédent¹, nous avons signalé quelques caractéristiques des grèves qui avaient eu lieu jusqu'à ce moment-là (fin mai) : prédominance des secteurs périphériques de la production (dans l'automobile, par exemple, plutôt les

équipementiers que les grands constructeurs), radicalité des méthodes de lutte (piquets de grève, séquestration de patrons, quelques occupations de sites), mais programme qui en général ne dépassait pas la revendication des primes licenciement et trahison des directions syndicales.

Dans quelques conflits emblématiques comme celui de Continental, les ouvriers ont obtenu des primes supérieures à ce que les patrons voulaient leur accorder, ce qui montre la force potentielle de la classe ouvrière en lutte. Mais dans la plupart des cas les conflits se sont achevés par des défaites (maintien des plans de licenciements) et l'unification des luttes, indispensable pour imposer un rapport de forces au patronat ne s'est jamais réalisée.

Jusqu'aux mois de juillet/août, ces caractéristiques (radicalité des méthodes pour des revendications limitées) se sont maintenues. Dans quelques cas comme celui du conflit de New Fabris, les travailleurs sont allés jusqu'à menacer de faire sauter l'usine dans le cas où le patron ne leur accorderait pas la prime demandée. Cette méthode extrême était à la fois l'expression d'un début de radicalisation et une déclaration d'impuissance et de désespoir face à la trahison des directions syndicales et à l'isolement dans lequel ils se trouvaient. Dans un second temps, en contact avec les camarades de la Fraction L'Étincelle et du NPA, les travailleurs de New Fabris ont politisé leur lutte en appelant à la première initiative nationale pour une « coordination contre les licenciements et les patrons-voyous », avec la manifestation de Châtellerault le 31 juillet. Comme les travailleurs de Continental, de Lear et de Goodyear qui avaient commencé à se coordonner dans l'Oise et comme les ouvriers de la Meuse qui avaient mis en place un comité de défense ouvrière (à l'initiative de militants du NPA), la lutte des New Fabris a ainsi montré la voie à tous les travailleurs, prouvant qu'il était possible de

commencer à surmonter l'isolement malgré et contre les directions syndicales. C'est cette dynamique qui a abouti à la rencontre de Blanquefort le 5 septembre, à la manifestation nationale de 3000 travailleurs en lutte contre les licenciements à Paris le 17 septembre, qui s'est terminée par la prise de parole de Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental, et de Mickaël Wamen, délégué CGT de Goodyear, contre le gré des bureaucrates syndicaux à qui ils ont demandé de prendre enfin les initiatives nationales nécessaires à la convergence des luttes.

Cependant, cela n'a pas suffi : l'atomisation imposée par les directions syndicales a été plus forte que les initiatives de coordination. Dans ce cadre, même lorsque les ouvriers ont posé le problème du maintien des postes de travail, comme à Molex, l'isolement a conduit à la défaite. De même, l'isolement explique que la dernière grève ouvrière de portée nationale, celle des travailleurs de Freescale à Toulouse contre un plan de 830 licenciements, ait été suspendue sans victoire le 9 octobre après cinq semaines d'une grève auto-organisée, dont dix jours de blocage efficace, mais levé par la police ; les ouvriers n'ont pas voulu épuiser toutes leurs forces dans un combat solitaire alors que l'usine doit fermer avant fin 2011.

¹ Cf. <http://tendance-claire.npa.free.fr/article.php?id=35>



Ouvriers de New Fabris (Châtellerault, Indre) installant des bonbonnes de gaz tout autour de l'usine en juillet (source : www.phototheque.org)

Depuis, même si le niveau d'activité des ouvriers et la portée de leurs luttes dans la situation nationale ont considérablement baissé depuis le mois d'août, il y a encore d'assez nombreuses grèves, parfois avec occupation, mais elles ne dépassent pas le cadre d'un rapport de forces local. C'est le cas de la grève de l'usine Legré-Mante à Marseille, qui produit de l'acide tartrique et est occupée par ses 48 salariés licenciés, pour la défense de l'emploi, depuis le 6 juillet. De même l'usine Sermed, à Eternoz (Doubs), qui produit des moteurs électriques, est occupée par 28 salariés malgré la fin d'activité depuis juillet ; ils demandent 11 000 euros de primes en plus des indemnités légales et empêchent le départ des machines et des stocks. L'usine Chaffoteaux de Saint-Brieuc, qui produit des chaudières, a également été occupée pendant quatre mois et demi, nuit et jour, avec des AG quotidiennes, par ses salariés luttant contre 206 licenciements ; ils ont obtenu finalement 25 000 euros d'indemnités supplémentaires et 4 à 22 mois de congé de reclassement (selon l'ancienneté) payés à 90% du salaire. À l'usine Goss de Nantes, qui produit des rotatives pour l'imprimerie, la lutte dure depuis mars contre un plan de 165 licenciements (sur 290) et des blocages ont lieu régulièrement. Il y a eu aussi la grève et la montée à Paris, au ministère de l'économie, le 5 octobre, d'une cinquantaine de salariées de l'usine Pepper de Grenoble, qui fabrique des doudounes de la marque Moncler et doit fermer malgré 300% de bénéfices

depuis 2005 pour cette marque ; les 48 ouvrières, très qualifiées, ont obtenu des engagements de reclassement. Mentionnons encore la grève des bagagistes d'Orly, salariés de l'entreprise Servisair, pendant une dizaine de jours à la mi-octobre, qui a causé de fortes perturbations sur certains vols ; ils ont obtenu la reprise de la majorité des salariés par l'entreprise qui succède à Servisair, qui s'était vu refuser le renouvellement de sa licence d'exploitation, même si plusieurs dizaines de CDD sont licenciés.

Obstacle majeur des directions syndicales et rapport entre limites programmatiques et échec des initiatives de coordination

Mais pourquoi toutes ces luttes sont-elles restées isolées alors qu'il y a eu des dizaines de conflits simultanés, luttant tous contre les licenciements, et qu'une partie de l'avant-garde ouvrière avait compris qu'il fallait chercher une coordination des luttes ?

La première et principale raison est que les directions syndicales bureaucratiques et leurs amis des partis réformistes (notamment du PCF et du PG.) n'ont rien fait pour que cette coordination ait lieu, et ont tout fait pour l'empêcher, notamment par la déviation de la dynamique du début de l'année qui, influencée par la grève générale en Guadeloupe, appelait à un « tous ensemble », à la grève générale.

Or, face à la politique scandaleuse des directions syndicales, le programme mis en avant dans la plupart des luttes ouvrières est resté largement insuffisant : la lutte pour des indemnités est par définition une lutte contre son propre patron et reste donc limitée à sa propre boîte, alors que seule une bagarre de l'ensemble de la classe ouvrière contre l'ensemble des patrons, pour empêcher les licenciements et les fermetures, exigeant le maintien des postes de travail, peut permettre d'obtenir de véritables victoires.

Ces limites programmatiques peuvent être expliquées : les travailleurs font leur propre expérience et, au moment où ils commencent seulement à redresser la tête, ils subissent le poids des années de recul et de passivité des travailleurs du privé, le manque de confiance en leurs propres forces pour faire reculer le patron et certains sont donc tentés de s'en sortir individuellement en partant avec un peu d'argent plutôt que de mener une longue lutte collective à l'issue incertaine.

Cependant, si les luttes des travailleurs ne surmontent pas ce niveau de subjectivité et n'avancent pas un programme capable d'unifier l'ensemble de la classe, il est probable que les prochains combats subissent le même sort que ceux des derniers mois. Cependant, le processus de maturation de la conscience de classe à travers la lutte et notamment les initiatives de coordination malgré et contre les directions syndicales auraient pu aller beaucoup plus loin si les organisations d'extrême gauche avaient été à la hauteur de l'enjeu. Or, si elles ont

participé aux grèves et aux initiatives de convergence, elles ont refusé d'en faire un axe central de leur politique en s'affrontant durement aux bureaucrates et en mettant en avant un programme de lutte réellement alternatif à la seule exigence

de primes de licenciements, capable d'unifier l'ensemble des luttes en cours. Au contraire, à plusieurs reprises, elles ont fait écho au programme d'indemnités les plus élevées possible. Elles se justifient en disant ne pas vouloir donner de

leçons aux travailleurs, mais ce dont il s'agit, c'est de leur proposer un programme et des initiatives qui permettent de créer une dynamique de lutte qualitativement supérieure, seule capable de balayer l'obstacle des directions syndicales.



Éléments pour un programme d'unité des travailleurs contre les licenciements et les fermetures d'usine

Pour préparer la prochaine vague de luttes ouvrières, il faut commencer à populariser un programme d'action qui formule des revendications unifiantes pour la classe ouvrière et montre que, pour obtenir des victoires, il faut s'en prendre à la propriété privée capitaliste.

Un tel programme doit d'abord unifier les revendications des ouvriers de tous les secteurs, des intérimaires et des travailleurs au chômage. Le non renouvellement du contrat des intérimaires est une forme cachée de licenciement, dont les patrons se sont servi pendant des années et encore aujourd'hui pour « ajuster » le coût de la production aux ventes, aux dépens de la vie des travailleurs. De plus, tout ouvrier sait que quand un intérimaire part, c'est à lui de faire son boulot. Et quand un nouvel intérimaire arrive, c'est à lui de le former dans sa fonction, sans rien toucher de plus. C'est pourquoi la lutte contre le licenciement des intérimaires et pour leur embauche en CDI est une revendication primordiale de tous les travailleurs. Cela implique aussi d'organiser les intérimaires dans le syndicat de l'entreprise où ils travail-

lent, non seulement dans celui de la boîte d'intérim dont ils dépendent.

D'autre part, le patronat utilise la menace du chômage pour mettre la pression sur les ouvriers, car il peut toujours dire que si on n'est pas satisfait, il y a une foule de gens qui accepteraient de travailler dans les conditions imposées par le patron. Car c'est toujours mieux d'avoir un travail, quoique mauvais, que de ne pas en avoir, encore plus à un moment où les attaques contre les droits des travailleurs au chômage se multiplient (radiations massives, mise en place du RSA et obligation d'accepter n'importe quel poste après quelques mois au chômage) et que la crise économique détruit massivement des postes de travail. Pour en finir avec ce mécanisme pervers, nous devons imposer le partage des heures de travail entre tous, avec une réduction de la journée de travail, sans réduction de salaire ni précarisation, jusqu'à ce que tous aient un travail. Cette revendication permet d'unifier les travailleurs avec et sans travail dans une lutte commune et d'améliorer les conditions de travail pour tous.

Où trouver l'argent pour payer un salaire à tous ? Dans les profits des actionnaires et dans les salaires millionnaires des PDG. Et si les patrons veulent nous faire croire que « les caisses sont vides », il faut qu'ils le démontrent en ouvrant les livres de comptabilité des entreprises. Car même s'ils prouvent qu'il ne font pas de profit actuellement ce

qui est faux dans la plupart des cas, notamment dans les grandes entreprises qui sont souvent les donneurs d'ordre des plus petites), nous montrerons qu'il y a de l'argent dans les milliards de profit que les patrons ont accumulés pendant toutes ces dernières années grâce à notre travail !

Pour assurer la mise en place de toutes ces mesures, nous formerions des comités de contrôle dans chaque usine, auxquels tous les travailleurs pourraient participer, qu'ils soient en CDI ou intérimaires, syndiqués ou non.

Nous nous opposons aux licenciements et aux fermetures d'usine : aucun licenciement, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise ! Si les patrons prétendent ne pas pouvoir maintenir l'entreprise, nous réclamons son expropriation et sa nationalisation sous gestion des travailleurs. Loin d'être une utopie ou un retour aux nationalisations bourgeoises faites auparavant en France, il s'agit d'une réponse concrète à la crise, seule solution pour maintenir les postes de travail et le salaire et pour en finir avec la dictature du patron dans l'usine. En Argentine les ouvriers de l'usine de carrelage Zanon l'ont montré lorsqu'ils ont occupé l'usine, l'ont remise en marche eux mêmes, sans patron et ont imposé qu'elle soit expropriée par l'État. (À ce sujet, voir notre dossier dans *Au Clair de la lutte* n°3, <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=82> et articles suivants.)

Un programme de ce type, proposant des revendications communes à tous les travailleurs, les aiderait à lutter jusqu'au bout, à prendre confiance en leurs propres forces et à trouver les formes pour se coordonner largement lors des prochaines luttes, en s'opposant aux directions syndicales. C'est ainsi qu'il sera possible d'aller vers une grève générale qui paralyse le pays pour commencer à donner une réponse de fond à la crise, à imposer qu'elle soit payée par les

capitalistes. En même temps, il faut expliquer sans relâche que, pour empêcher les capitalistes de faire payer la crise aux travailleurs, il ne suffira pas même d'une grève générale, mais qu'il faudra en finir avec le système capitaliste en imposant un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, car ils sont seuls capables de défendre leurs propres intérêts.

Aujourd'hui c'est la tâche des militants ouvriers et révolutionnaires de discuter patiemment avec les

collègues de travail de cette perspective, pour que nous soyons mieux préparés à intervenir efficacement dans les luttes. C'est l'un des enjeux majeurs des discussions programmatiques et stratégiques au sein du NPA, pour que notre parti soit réellement utile aux luttes ouvrières actuelles et à venir.

Danièle Cobet

PARTIE 2 : ANNÉE 2009-2010

Pour imposer le retrait de la loi qui privatise la poste, il faut une manifestation nationale à Paris, des comités de défense fédérés à tous les niveaux et un combat déterminé pour la grève générale des postiers !

La «votation citoyenne» du 3 octobre n'a fait que confirmer ce que nous savions déjà : les travailleurs et la population sont massivement opposés à la privatisation de la poste ! Malgré la détérioration constante, due aux fermetures de bureaux, aux suppressions de postes et aux premières mesures de privatisation, nous sommes attachés au service public postal, à sa présence sur tout le territoire, à la péréquation tarifaire, aux contacts humains avec le facteurs et les guichetiers...

Mais Sarkozy et le gouvernement ne céderont jamais sans un affrontement social et politique de masse ! Cet affrontement passe par une gigantesque manifestation nationale à Paris pendant l'examen du projet de loi (qui commence début novembre au Sénat) et une montée vers la grève générale des postiers.

La supplique à Sarkozy pour un référendum sème des illusions et démobilise les travailleurs

En demandant un référendum à Sarkozy, on mène la lutte contre la

privatisation dans une impasse, car on détourne les travailleurs du chemin de la lutte de classe et on s'en remet au bon vouloir du président. Comme il ne prendra évidemment pas le risque de convoquer un référendum, cela revient à demander au bourreau de bien vouloir consulter ses victimes !

En demandant un référendum à Sarkozy, on sème de toutes façons des illusions sur les institutions, en faisant croire qu'elles seraient ou qu'elles pourraient être démocratiques, alors que ce sont celles de la bourgeoisie au pouvoir. Non seulement l'éventuelle possibilité de «référendums d'initiative populaire» n'est en fait toujours pas effective, mais en outre, même si elle l'était, cela n'empêcherait pas que le choix des questions posées reste dans les mains du président, que les médias restent dans celles des capitalistes, que la parole soit confisquée par les politiciens bourgeois et que les travailleurs restent face à eux atomisés. De plus, même si le gouvernement subissait une défaite au référendum, cela ne l'empêcherait nullement de passer outre, comme il l'a fait après le « Non » au traité constitutionnel européen de 2005. À moins qu'il ne nous fasse revoter jusqu'à ce que le « Oui » l'emporte,

comme vient de le faire le gouvernement irlandais pour le même traité, tout comme avant lui le gouvernement danois pour le traité de Maastricht...

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une alliance avec le PS et les Verts... et encore moins avec les amis de Bayrou et Dupont-Aignan !

En demandant un référendum avec le PS et les Verts, on aide ces partis à se refaire une virginité à quelques mois des élections régionales pour faire oublier que leurs gouvernements, ceux de Mitterrand et de Jospin, ont une responsabilité décisive dans la marche à la privatisation. Car ce sont eux qui ont cassé l'administration des PTT en 1990 (en créant deux «établissements publics à caractère industriel et commercial» : La Poste et France Telecom), ouvert à la concurrence les télécommunications et les services postaux (en 1997-1998), privatisé progressivement France Telecom (transformée en société anonyme en 1996) à partir de 1997 (avec les dégâts humains révélés aujourd'hui

par les médias), soumis la poste à une logique manageriale, commerciale et financière calquée sur celle du privé... Et il faut rappeler que, dans le gouvernement Jospin qui a mené cette politique avec zèle, il y avait Buffet pour le PC et Mélenchon maintenant au PG : ces gens qui prétendent aujourd'hui s'opposer à la privatisation de la poste ont contribué hier aux mesures qui y ont conduit !

En allant jusqu'à s'allier avec le MODEM (représenté par l'association « CAP 21 » de Corinne Lepage dans le « collectif national contre la privatisation de la poste ») et avec le député souverainiste Dupont-Aignan (représenté par son club Debout la République !), on fait croire aux travailleurs que, pour défendre leurs acquis, ils peuvent compter non seulement sur les bourgeois de gauche (PS, Verts, MRC...), mais aussi sur une partie des bourgeois de droite et des fieffés réactionnaires !

C'est pourquoi les militants du mouvement ouvrier attachés à l'indépendance de classe, tous ceux qui veulent aider les travailleurs à ne compter que sur eux-mêmes pour se défendre, doivent combattre le cadre même de ce « collectif national ». Fondé depuis le début sur la supplique à Sarkozy pour un référendum, ce collectif refuse d'appeler à une manifestation nationale au moment où la loi sera présentée au Parlement, mais lance une ridicule campagne pour « convaincre » les sénateurs de la bourgeoisie et envoyer des cartes postales à l'Élysée ! La Tendance CLAIRE du NPA condamne l'adaptation des dirigeants de notre parti au cadre de ce collectif, où ils siègent aux côtés non seulement des Aubry et Duflot, mais encore des amis de Bayrou et de Dupont-Aignan ! Nous condamnons notamment la « une » du dernier numéro de Tout est à nous ! qui, cédant à la pression des bourgeois et des réformistes du collectif, propose de manifester non pour le retrait du projet de loi qui privatise la poste... mais pour un référendum !

Nous nous battons pour que le NPA défende une vraie ligne de lutte de classe et d'affrontement avec Sarkozy et pour l'imposer par

la lutte politique à toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Pour imposer le retrait du projet de loi, il n'y a qu'une voie efficace : celle de la lutte de classe, de l'affrontement avec Sarkozy

Les postiers ont montré leur disponibilité au combat en faisant grève massivement le 22 septembre (35 à 40% de grévistes), comme ils l'avaient fait l'année précédente. Ce qu'ils attendent aujourd'hui, ce n'est pas le deuxième tour de la votation citoyenne, mais c'est une suite à cette mobilisation, que les directions syndicales refusent de donner ! Ce dont ils ont besoin, c'est d'un plan de lutte national conséquent qui aille jusqu'au bout : jusqu'à la *grève générale des postiers*, qui constituerait un énorme rapport de force en entravant tout le fonctionnement du pays, avec un large soutien des travailleurs-usagers ! Naturellement, tout est lié : le combat contre la privatisation est indissociable des luttes contre la précarité, pour l'augmentation des salaires et contre la détérioration des conditions de travail, notamment le projet « facteurs d'avenir »... La construction de la grève générale des postiers est possible : *depuis un an, de nombreuses grèves, souvent longues, ont confirmé le courage et la détermination de nombreux postiers*, avec une grève reconductible dans le 92 (pendant 10 semaines) et dans le 91 en début d'année, des grèves dures à Nice, en Côte d'Or et dans l'Isère, la grève en cours des facteurs à Paris 17^e... La *récente grève victorieuse de 23 jours au bureau de Château-rouge à Paris 18^e* a montré à une petite échelle ce qu'il faut faire au niveau national pour gagner : la détermination des grévistes, soutenus par leurs syndicats et par une campagne active auprès de la population (pétition, rassemblement de soutien, constitution méticuleuse d'une caisse de grève...), a permis d'obtenir l'abandon des suppressions de postes, le remplacement d'un postier en longue maladie et

l'annulation du projet de flexibiliser les horaires de travail.

Les usagers, qui sont très majoritairement des travailleurs, des chômeurs ou des retraités, sont prêts à se mobiliser pour défendre le service public postal. Ils participeraient massivement à une gigantesque manifestation nationale à Paris si elle était appelée dans l'unité par les organisations syndicales et politiques avec un objectif clair : *non à la privatisation de la poste, retrait du projet de loi modifiant son statut, non à la politique de Sarkozy !* Une telle manifestation doit être convoquée dans les plus brefs délais, pendant la discussion de la loi au Parlement, et préparée dans tout le pays par des collectifs unitaires. Ces collectifs ne doivent pas se réduire aux représentants des organisations syndicales et politiques, mais rassembler les usagers pour discuter, s'organiser et agir dans l'objectif d'aller le plus loin possible contre Sarkozy. Ils doivent se fédérer aux niveaux départemental, régional et national et constituer un vrai « collectif national contre la privatisation », sur une base de classe.

Le combat contre la privatisation de la poste et pour les revendications des travailleurs peut devenir la lutte majeure de l'automne. Au moment où ne cesse de croître le discrédit du gouvernement (poursuite des plans de licenciements, aggravation du chômage, budget d'austérité, guerre des cliques dans les rangs de l'UMP, procès Clearstream, affaire Jean Sarkozy...), la mobilisation dans et pour le plus gros établissement du pays pourrait constituer un pôle d'attraction pour toutes les luttes actuellement dispersées, pour relancer la dynamique des grandes mobilisations du printemps contre le patronat et son gouvernement Sarkozy.

Pour des mots d'ordre anticapitalistes conséquents et cohérents

Dans les AG de postiers comme dans les comités d'usagers, nous, militants anticapitalistes révolutionnaires, devons aussi soumettre à la discussion (et nous battre pour que le NPA mette en avant)

des mots d'ordre qui tirent toutes les conséquences des revendications des postiers et de l'attachement des usagers au service public postal :

- La marche à la privatisation de la poste a impliqué l'arrêt du recrutement de fonctionnaires, notamment la généralisation des CDD, et la détérioration des conditions de travail comme de la qualité du service public : il faut exiger la réouverture des bureaux de postes fermés, l'intégration de tous les

postiers dans le statut de fonctionnaire, l'embauche massive de postiers supplémentaires, la diminution du temps de travail et l'arrêt d'un management fondé sur l'intensification et le stress.

- La marche à la privatisation de la poste découle de la fin du monopole de la poste et de la mise en concurrence de ses services : il faut exiger le retour au monopole public, sous contrôle des travailleurs et des usagers !

• La marche à la privatisation de la poste a été précédée par celle de France Telecom : il faut exiger la renationalisation de France Telecom, l'expropriation sans indemnités ni rachat de ses actionnaires comme des autres trusts du secteur (Bouygues, SFR...), la constitution d'un service public global des télécommunications et de la poste sous contrôle des travailleurs et des usagers !

Paris, 17 octobre 2009

Tendance CLAIRE

Vive la grève des travailleurs sans-papiers ! Battons-nous pour la régularisation de tous !

Depuis le 12 octobre, malgré le silence des médias aux ordres du patronat et du gouvernement, une grève des travailleurs sans-papiers se poursuit et s'étend, essentiellement en Île-de-France, passant en cinq semaines de 1000 à 5000 grévistes. Des entreprises et des chantiers sont occupés nuit et jour, des occupations d'organisations patronales sont organisées, généralement délogées assez vite par la police, mais les sans-papiers, déterminés et solidaires, trouvent toujours de nouveaux lieux à investir. Contrairement à la grève précédente du printemps 2008, des travailleurs isolés de petites entreprises se joignent aux piquets de grève des plus grosses. Ce mouvement, confirmant la volonté de combattre des travailleurs sans-papiers, est d'une grande importance et doit être soutenue par tous les travailleurs : il s'agit non seulement de protéger des frères de classe particulièrement exploités et opprimés, mais aussi de limiter l'exploitation de tous en imposant au patronat et au gouvernement des conditions de travail, de salaire et d'existence égales pour tous.

C'est pour cette raison que l'axe politique des dirigeants de la grève — qui n'est pas auto-dirigée — n'est pas correct. Lancée et dirigée par un front d'organisations syndicales et associatives où la CGT est hégémonique (il y a aussi Solidaires, la CFDT, la FSU, l'UNSA, la LDH, la Cimade, RESF, Femmes Égalité, Droits devant...), le cadre politique reste, comme lors au printemps

2008, l'exigence d'une application de la loi raciste d'Hortefoux, qui autorise la régularisation de certains sans-papiers travaillant dans les secteurs dit « en tension » (manquant de main-d'œuvre, comme le bâtiment, le nettoyage, la restauration...), en fait dans des conditions drastiques. Au lieu de se battre pour la régularisation de tous et donc pour l'abrogation de la loi raciste d'Hortefoux et des autres lois anti-immigrés, les organisateurs ont écrit le 7 octobre une lettre à Fillon où ils commencent par protester contre l'arbitraire préfectoral (des travailleurs répondant aux mêmes critères ne sont pas traités de la même façon selon leur département, leur secteur, leur entreprise), mais ils concluent en demandant... une circulaire d'application de la loi Hortefoux qui définisse « des critères améliorés, simplifiés, appliqués dans l'ensemble du territoire national. Cette circulaire doit garantir une égalité de traitement de chaque salarié(e) quel que soit son lieu de travail et à l'intérieur d'un même lieu de travail. Elle doit définir une procédure de régularisation sécurisée et standardisée quel que soit le département. »

Naturellement, il est juste de se battre immédiatement pour que le maximum de sans-papiers soient régularisés et pour mener la lutte par les moyen centraux de la grève et des occupations. Cependant, aucune lutte massive pour la régularisation des sans-papiers ne peut se développer si l'on ne combat pas la

loi Hortefoux en tant que telle, car elle est contradictoire avec la logique d'une régularisation massive : elle vise exclusivement à stabiliser une petite partie de la main-d'œuvre dans quelques secteurs, dans l'intérêt du patronat qui en manque. Les discriminations et la méthode du « cas par cas » sont donc inhérentes à l'application de cette loi. Refuser l'arbitraire préfectoral ne peut consister qu'à refuser la loi Hortefoux qui l'organise.

Or la direction de la CGT refuse de se battre pour l'abrogation de cette loi et donc pour la régularisation de tous. Après avoir évacué par la force les travailleurs sans-papiers de la Coordination 75 qui occupaient la Bourse du travail de Paris (cf. la déclaration de la Tendance CLAIRE reproduire dans notre précédent numéro), la direction de la CGT a même boycotté la manifestation du 10 octobre, qui a rassemblé 10 000 personnes à l'appel de la Coordination des sans-papiers 75 et des autres collectifs de sans-papiers qui se regroupent depuis l'été au « ministère pour la régularisation de tous les sans-papiers » de la rue Baudelique, avec le soutien notamment du NPA. De plus, la direction de la CGT dirige la grève d'une main de fer, au lieu de permettre aux sans-papiers de s'auto-organiser, et refuse — sauf là où les militants CGT oppositionnels sont assez nombreux pour l'imposer — la constitution de comités de soutien pluralistes, pourtant nécessaires à la popularisation comme à

la protection des grévistes. La direction de la CGT s'oppose d'ailleurs tout particulièrement à la participation du NPA au mouvement, car notre parti se prononce pour la régularisation de tous — même s'il ne va pas malheureusement jusqu'à s'affronter ouvertement à la ligne de la CGT.

L'axe juste est donc tout tracé : nous devons mener la lutte politique pour continuer à diffuser l'exigence de la régularisation de tous, constituer et développer les comités de soutien, tout faire pour étendre la grève, mais aussi pour y intégrer les travailleurs français et étrangers réguliers, notamment

dans les secteurs déjà touchés, afin de frapper le patronat au portefeuille et de réaliser ainsi l'unité de la classe ouvrière contre la surexploitation, pour l'égalité des droits.

Nina Pradier



Manifestation de travailleurs sans-papiers pour leur régularisation à Versailles, octobre 2009 (source : www.phototheque.org)

L'expérience du contrôle ouvrier à l'usine Philips de Dreux montre la voie à tous les travailleurs

Les patrons du groupe Philips EGP ont annoncé le 22 octobre la fermeture de l'usine de Dreux (Eure-et-Loir), dans le cadre d'un plan de suppression de 6 000 emplois dans le monde. La colère des 213 travailleurs est grande. Ils cherchent les moyens de lutter efficacement contre la fermeture de l'usine. Or ils ont mis en œuvre, pendant quelques jours, un contrôle ouvrier sur la production : ce fait sans précédent depuis des années en France pourrait être le tout premier signe d'une nouvelle méthode de lutte contre les licenciements. Il doit donc intéresser tous les militants, tous les travailleurs combattifs. Nous avons rencontré les travailleurs de Philips le 14 janvier en interviewant des non syndiqués, des militants de FO (le syndicat majoritaire) et des syndicalistes de la CGT, dont le secrétaire Manuel Georget, qui est par ailleurs un camarade du NPA.

Un plan de fermeture justifié par un montage financier artificiel

Le plan de fermeture de l'usine intervient un an et demi seulement après le précédent « plan social », alors que la direction avait justifié alors les licenciements par le prétexte de sauver le site. Après une grève de huit semaines, le syndicat FO, majoritaire, avait fini par céder en donnant un avis favorable, comme l'Inspection et le Ministère du travail, alors même que le plan incluait le licenciement illégal de délégués CGT. Aujourd'hui, les trois délégués CGT licenciés, après avoir gagné leur procès, ont été réintégrés, mais beaucoup des autres travailleurs n'ont pas retrouvé de travail dans un bassin qui compte 28% de chômeurs officiellement.

Certains doivent maintenant se nourrir à la soupe populaire.

Pour justifier leur nouveau plan, les patrons ont recours à un pur artifice comptable : alors que le groupe Philips EGP est divisé juridiquement en trois unités (éclairage, matériel médical et électronique grand public), et que toutes trois sont largement bénéficiaires, le patron prétend isoler la production des téléviseurs qui seule est déficitaire en France (le site de Dreux a perdu 19 millions en 2009, mais cela s'explique par la décision de se retirer du marché américain et par le choix financier de maintenir les dividendes des actionnaires plutôt que de se donner les moyens de développer et moderniser la production malgré la hausse de la demande de téléviseurs dans le monde en 2009). Les travailleurs expliquent donc que cette situation est largement compensée par celle des

autres secteurs : l'unité de l'électronique grand public (Consumer Lifestyle) annonce 176 millions de bénéfices au deuxième trimestre 2009 et 230 millions au troisième, soit une hausse de 15% en un an ! Et le « plan social » est probablement illégal, car il est interdit de redéfinir les périmètres d'activité d'une entreprise pour prétexter des licenciements économiques. C'est pourquoi l'Inspection du travail a émis cette fois un avis défavorable.

Cet avis a contribué à relancer la lutte en la légitimant. Les syndicats exigent le maintien de l'usine et des emplois, même s'ils négocient en même temps pour obtenir une augmentation des indemnités de licenciements au cas où le plan passerait. Cependant, la production ayant été ramenée au plus bas depuis l'automne (avec à peine quelques dizaines de téléviseurs par jour), l'arme de la grève semble inefficace aux travailleurs et ils veulent d'autant moins y recourir que leur grève de huit semaines en 2008 n'avait pas suffi à mettre en échec le précédent plan de licenciements. Dans cette situation, deux propositions ont été faites aux travailleurs début janvier. La première a été d'interpeller le préfet pour qu'il signale à Philips l'illégalité de son plan. La seconde, proposée par la CGT (syndicat oppositionnel, exclu de l'UL et de l'UD en 2000, quoique toujours rattaché à la fédération de la métallurgie), a été de mettre en place un contrôle ouvrier sur la production. L'Assemblée générale des travailleurs a adopté les deux propositions, avec dans un premier temps le soutien des trois syndicats (CGT, FO et CGC).

Mise en place du contrôle ouvrier

Le 6 janvier, 147 travailleurs ont donc voté (avec seulement 5 voix contre), pour la première fois en France depuis des années, pour un contrôle ouvrier qui a été effectivement réalisé plusieurs jours. En apparence, il s'agit d'une décision limitée : les travailleurs ont eux-mêmes commandé et acheminé les pièces et matériaux nécessaires à la fabrication des téléviseurs, qui étaient dispersés dans différents

entrepôts des alentours ; ils ont entreposé ces pièces, ont augmenté la production sous leur propre contrôle (la faisant passer à 300 téléviseurs par jour) et stocké les téléviseurs dans un local réquisitionné à cet effet. En réalité, cette action est d'une importance considérable : s'il ne s'agissait certes pas d'autogestion ouvrière, puisque le patron restait propriétaire, les travailleurs n'en ont pas moins montré qu'ils sont capables de gérer eux-mêmes l'approvisionnement, la production et le stockage, sans avoir besoin des ordres patronaux et du contrôle des cadres.

C'est d'autant plus important que cette décision a été prise en Assemblée générale après un débat sur les moyens de lutte possibles et qu'elle a été expressément estimée supérieure à l'acte de séquestrer le patron ou d'installer des bombes de gaz. Dès lors, il est clair que les travailleurs étaient prêts à continuer à produire de cette façon, de bloquer les stocks pour frapper le patron au portefeuille, voire de les vendre directement au bénéfice des travailleurs (selon les calculs de Manuel Georget, secrétaire de la CGT et par ailleurs membre du NPA, avec qui nous avons pu nous entretenir, c'était possible de produire et vendre sans pertes, voire de baisser les prix, à partir du moment où l'on supprimait les dividendes aux actionnaires et autres bénéfices capitalistes).

Répression patronale et trahison des dirigeants FO au nom de la loi

Cette étape n'a malheureusement pas été franchie car les patrons ont bien sûr compris rapidement qu'une brèche s'ouvrait dans leur sacro-saint droit à la propriété privée. Dès le lundi 11 janvier, la direction a donc fait venir un huissier et celui-ci a constaté des gestes productifs de deux délégués syndicaux (l'un CGT, l'autre FO) qui n'entraient pas dans leur fiche de travail normale. La direction a immédiatement rédigé une mise en demeure en accusant les délégués de détourner les produits appartenant à Philips. Les travailleurs ne se

sont pas laissés faire en montant collectivement chez la direction pour exiger le retrait des menaces. Ils ont eu gain de cause, mais n'en ont pas moins été déstabilisés par l'intimidation et l'inquiétude s'est installée, alors que les travailleurs n'avaient pas eu jusque-là la conscience d'agir illégalement, dans la mesure où ils s'étaient contentés de travailler. C'est pourquoi certains observateurs ont pu s'étonner du décalage entre l'expérience du contrôle ouvrier et une certaine inconscience de sa signification profonde pour une partie des travailleurs, qui l'ont mis en place spontanément, sans avoir le sentiment de mettre en cause la logique du capital...

Mardi 12, la direction a profité de la situation d'inquiétude créée la veille pour intimor à quatre caristes l'ordre de sortir les téléviseurs de l'entrepôt réquisitionné, sous peine de licenciement pour faute lourde. La CGT est immédiatement intervenue en faisant valoir que l'obéissance à cet ordre mettrait en danger les quatre salariés, car cela revenait à leur faire prendre en charge seuls la fin d'une décision collective, avec un risque de pression psychologique, voire de représailles. Mais la direction a refusé de convoquer le Comité d'hygiène et de sécurité ou d'attendre l'avis du médecin du travail. C'est alors que, au lieu de développer le rapport de forces, le syndicat FO est intervenu à son tour pour dire aux caristes d'obtempérer, sous prétexte de ne pas risquer le licenciement. Pourtant, il était possible d'organiser un débrayage collectif et de mettre les salariés en grève afin de sauver le contrôle ouvrier. Mais FO estimait qu'il fallait au contraire y mettre fin, craignant que les travailleurs n'avancent dans l'illégalité. En se pliant ainsi aux exigences de la propriété privée et de la loi bourgeoise, la direction de FO a trahi la lutte des travailleurs en aidant le patron à mettre fin à l'expérience de contrôle ouvrier pourtant décidée quelques jours plus tôt en Assemblée générale (sans que la direction de FO ose alors s'y opposer).

La direction de FO organise la démobilisation des travailleurs en s'en remettant au préfet

La direction de FO a alors repris la main en appelant les travailleurs à respecter la loi et à se rassembler jeudi 14 devant la préfecture de Chartres. Une centaine de travailleurs y sont allés et une délégation intersyndicale a été reçue. Celle-ci avait été décidée en AG et ce n'est pas en soi illégitime de multiplier les initiatives visant à mettre la pression sur le patron, en l'occurrence en faisant valoir l'illégalité du plan social. C'est pourquoi la CGT a participé à cette délégation. Pour autant, l'orientation des dirigeants de FO s'est confirmée être celle d'une trahison legaliste : ils ont non seulement refusé la poursuite du contrôle ouvrier, mais est allé jusqu'à expliquer systématiquement aux travailleurs qu'ils s'étaient fait manipuler par la CGT et les « gauchistes », comme nous avons pu le constater en interviewant les travailleurs rassemblés devant la préfecture. Ils auraient même répandu la rumeur, y compris auprès des autres entreprises voisines de Philips, selon laquelle le contrôle ouvrier est une idée... d'Olivier Besancenot qui mènerait les salariés à leur perte...

Et, en faisant le compte-rendu de la délégation, le représentant de FO, Dominique Maillot, secrétaire de l'Union locale de Dreux, a déclaré aux travailleurs qu'ils pouvaient compter sur le préfet sous prétexte que celui-ci s'est engagé à écrire au patron de Philips en attirant son attention sur l'illégalité supposée du plan ! Autrement dit, plutôt que d'appeler les travailleurs à poursuivre la lutte de toutes leurs forces, la direction de FO a remis leur sort entre les mains de l'État bourgeois en leur demandant d'*attendre*, avant toute autre action, que le préfet envoie la lettre promise au patron de Philips !

Cette orientation revient à briser la dynamique de la lutte et est d'autant plus déplorable qu'elle a été mise en œuvre par les lambertistes du POI qui sont peu présents dans l'usine elle-même, mais dirigent

l'Union locale FO de Dreux et ont à ce titre conduit la délégation : voilà où mènent l'intégration dans la bureaucratie syndicale réformiste et l'idéologie « républicaniste » du lambertisme pourrissant !

Le résultat de cette politique est que les travailleurs de Philips-Dreux, qui nous ont dit majoritairement leur confiance envers FO, sont maintenant nombreux à craindre la répression patronale en cas de reprise du contrôle ouvrier et à mettre leurs espoirs dans l'intervention du préfet. Mais, en même temps, ils ont parfaitement conscience que, même en cas d'illégalité du plan de fermeture (que seul un tribunal, non le préfet, pourrait décréter), Philips EGP en ferait un autre, cette fois légal. Les travailleurs veulent évidemment gagner du temps, mais ils voient d'autant moins d'issue que la moitié d'entre eux ont plus de 50 ans et ont vécu plusieurs plans de suppressions d'emploi depuis des années. Quant aux plus jeunes que nous avons pu interroger, leur colère contre les « patrons pourris » est vive, mais ils se sont d'ores et déjà inscrits pour suivre des plans de formation, en espérant pouvoir mieux préparer leur reclassement.

Dans cette situation, l'Assemblée générale du 15 janvier, dans une atmosphère morose, a entériné la fin du contrôle ouvrier et décidé d'attendre la lettre du préfet à Philips. Seule l'intervention de militants du syndicat SUD-Étudiant de l'université Paris-VIII, venus apporter leur soutien en lisant une motion (que nous reproduisons ci-dessous) a soulevé une réaction de joie et un tonnerre d'applaudissements. Puis de nombreux travailleurs sont partis sans même attendre la fin des interventions syndicales.

Pour surmonter la démoralisation, il faut approfondir les leçons de l'expérience du contrôle ouvrier, préparer sa réédition... et sa généralisation !

Contre la politique démobilisatrice et démoralisante de la direction de FO, il n'y a pas d'autre solution

que d'approfondir les discussions avec les travailleurs en revenant sur le sens de leur expérience du contrôle ouvrier, moyen de lutte le plus efficace, voire le seul capable d'imposer le retrait du plan de licenciements (ou du prochain). Seule une discussion politique sur le sens réel de la légalité bourgeoise, sur la nécessité pour la lutte de classe de la braver et de s'en prendre à la propriété privée, permettra aux travailleurs de Philips de s'approprier les leçons de leur propre expérience et de reprendre le chemin de la lutte.

Il ne s'agit d'ailleurs nullement de semer des illusions en faisant croire qu'une usine sous contrôle ouvrier ou même autogérée puisse résister indéfiniment aux impératifs du marché capitaliste, mais il est nécessaire de mener en même temps le combat politique pour la nationalisation sous contrôle ouvrier et sans rachat de toute entreprise qui ferme ou licencie massivement, tout en se battant pour l'extension de ce combat aux autres entreprises. De ce point de vue, l'expérience de l'usine de Zanon en Argentine, gérée par les travailleurs eux-mêmes depuis plus de huit ans en relation avec un combat politique pour l'expropriation (acquise en août) et pour la nationalisation sous contrôle ouvrier (qui reste à imposer), pourra être utile. (Nous avons ainsi donné aux travailleurs de Philips un stock de notre bulletin *Au CLAIR de la lutte* n° 3 paru en septembre 2009, qui contenait un dossier sur cette expérience, ainsi qu'un DVD qui lui est consacré.)

Mais, dans la situation actuelle, il est clair que l'émergence du contrôle ouvrier à l'usine Philips de Dreux, quelles que soient ses limites, est un événement majeur, le premier signe d'une possible alternative au combat pour augmenter les indemnités de licenciement qui domine aujourd'hui. En ce sens, il pourra être médité par tous les militants et travailleurs en lutte contre les licenciements, en relation nécessaire avec le combat politique pour un affrontement d'ensemble avec le patronat et le gouvernement.

Ludovic Wolfgang

Le blog de la CGT Philips Dreux
<http://cgt-egp-dreux.over-blog.com>

Sur l'appel ATTAC/Fondation Copernic

Au moment où nous allions boucler ce numéro, nous recevons l'appel lancé sous l'égide de l'association ATTAC et de la Fondation Copernic, intitulé « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». D'emblée relayé par *Le Monde* et les journaux de « gauche », il est signé par près de 400 économistes, intellectuels, responsables syndicaux (de la FSU, de SUD, de la CGT, mais aucun dirigeant confédéral), représentants de partis politiques « de gauche » — mais à la fois des partis bourgeois (comme Cécile Duflot pour les Verts ou des dirigeants de la gauche du PS), des partis réformistes (PCF, PG) et... du NPA (dont Olivier Besancenot).

Certes, cet appel dénonce à juste titre les axes du projet de contre-réforme concocté par Sarkozy et s'oppose à la propagande fondée sur l'argument soi-disant démographique et la prétendue fatalité des problèmes de financement ; cela montre que, un mois et demi après le 23 mars, les responsables de « la gauche » ont enfin décidé de faire quelque chose contre la réforme annoncée de Sarkozy.

Pour autant, cet appel ne fournit nullement un cadre correct pour la mobilisation des travailleurs, mais pourrait même devenir dangereux.

C'est pourquoi on ne peut que regretter que les dirigeants du NPA qui l'ont signé contribuent, une fois de plus, à semer la confusion politique. Non seulement, en effet, cet appel ne dénonce pas les négociations en cours des directions confédérales avec Sarkozy, mais il ne propose aucune revendication positive, aucun appel à la mobilisation des travailleurs et aucune stratégie de lutte, s'achevant uniquement par l'annonce d'« appels locaux » et de « réunions publiques ». Il s'agit d'un appel « citoyeniste » et non d'un point d'appui pour la lutte de classe. Il s'apparente de ce point de vue à l'appel contre la privatisation de la poste qui, axé sur la supplique d'un « référendum » à Sarkozy, avait abouti à la « votation citoyenne » du 3 octobre... mais surtout à une impasse politique totale, parce que le Collectif national poste avait refusé de se battre pour la grève générale des postiers et même simplement pour une manifestation nationale à Paris (cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 4, nov.-déc. 2009). Le danger de l'appel ATTAC/Copernic sur les retraites est donc qu'il débouche de la même façon sur l'appel à un référendum qui serait un obstacle à la mobilisation de classe des travailleurs.

Face à cet appel, les révolutionnaires doivent donc dire que la seule

façon de combattre efficacement Sarkozy, de se donner toutes les chances de le vaincre, c'est de préparer l'affrontement central par les méthodes de la lutte de classe, jusqu'à la grève générale. Il en résulte que les « collectifs unitaires » qu'il s'agit de créer dans les entreprises, les établissements et les quartiers populaires, ne sauraient être fondés sur la base de cet appel, mais doivent définir des revendications claires et des méthodes de lutte efficaces pour les travailleurs. Il est hors de question de mettre en place des coquilles vides servant de lieux de palabres à des politiciens bourgeois ou à des bureaucrates, mais il faut des collectifs permettant l'auto-organisation des travailleurs et se fédérant dès que possible à tous les niveaux, avec le soutien des syndicats et partis qui se réclament de la défense de leurs intérêts s'ils participent activement à la lutte. Il n'y aura pas d'autre voix pour imposer à la fois la rupture des dirigeants syndicaux avec les « négociations » de l'Élysée, le front unique des organisations du mouvement ouvrier et la grève générale.

L. W.

TROIS TEXTES DU COLLECTIF POUR UNE TENDANCE RÉVOLUTIONNAIRE DU NPA (CTR, POSITION 4), RÉDIGÉS PAR LA TENDANCE CLAIRE

Proposition de motion de rentrée pour le NPA (septembre 2010)

Le NPA doit concentrer toutes ses forces sur le combat pour la grève générale : sa priorité est d'aider les travailleurs à s'auto-organiser, à comprendre et à déborder la politique de trahison des directions syndicales

La situation de cette rentrée est dominée par la levée en masse du 7 septembre, qui a ouvert la possibilité d'une grève générale malgré l'obstacle majeur des directions syndicales et des partis « de gauche ». Seule la grève générale serait capable d'imposer le retrait de la contre-réforme des retraites et

de vaincre le gouvernement illégitime de Sarkozy-Fillon, d'autant plus que celui-ci subit une crise majeure avec l'affaire Woerth-Bettencourt.

Menée pendant des mois, la propagande conjointe du gouvernement, des médias bourgeois et du

PS n'ont pas réussi à convaincre la majorité des travailleurs qu'ils doivent accepter de travailler plus longtemps alors qu'ils subissent déjà l'intensification du travail, le blocage des salaires et les effets de la crise. L'abjecte fuite en avant sécuritaire et xénophobe de Sarkozy lui a ramené la sympathie d'électeurs du FN,

mais n'a pas réussi à diviser suffisamment la classe ouvrière pour mettre en échec le démarrage d'une puissante mobilisation.

Les travailleurs sont prêts au combat pour gagner

Les travailleurs ont subi de nombreuses défaites revendicatives ces derniers temps, mais ils n'ont pas été écrasés. Si la situation historique générale reste marqué par une crise du mouvement ouvrier et de la conscience de classe, **toutes les résistances des dernières années ont aussi amorcé des débuts de recomposition et la force de résistance immédiate comme la capacité de riposte potentielle sont énormes.** C'est ce qu'ont prouvé les puissantes mobilisations du printemps 2009 en France, sur fond de grève générale aux Antilles, et les grèves ouvrières nombreuses encore toute l'année dernière, quoique dispersées et souvent défaites du point de vue revendicatif.

En cette rentrée, avec 3 millions de travailleurs dans la rue et de forts taux de grève dans de nombreux secteurs, la journée du 07/09 a confirmé, après celles du 23/03, du 27/05 et du 24/06, que la classe ouvrière est prête à combattre non pour un baroud d'honneur, mais pour gagner. Le poids des défaites revendicatives et le déboussolement né de l'expérience des journées d'action sans perspective sont évidents, mais ils peuvent être surmontés par la dynamique même d'une mobilisation qui s'approfondirait.

Le principal obstacle est la politique du PS, des directions syndicales et des réformistes

• Rallié idéologiquement au capitalisme et détruisant les acquis lorsqu'il est au pouvoir, le PS continue de peser électoralement chez une partie des travailleurs ; or il vient de voter à l'Assemblée pour le passage de la durée de cotisations à 41,5 ans, il affirme expressément qu'il ne veut pas le retrait de la loi,

mais sa réécriture. Si certains de ses dirigeants promettent de revenir sur la loi en 2012, il est évident qu'il s'agit d'une promesse démagogique qui non seulement ne sera pas tenue, mais sert dans l'immédiat à canaliser la colère des masses sur la voie de la patience institutionnelle.

• Le PCF et le PG participent eux aussi à la comédie parlementaire en proposant au gouvernement de bien vouloir discuter d'une « autre réforme » ; et, en attendant, ils font des amendements au projet de loi pourtant inamendable, au lieu de claquer la porte en dénonçant la totale illégitimité de ce gouvernement et de ce Parlement à son service.

• Les directions syndicales ont passé des mois à établir des « diagnostics partagés » avec le patronat et le gouvernement pour établir la prétendue nécessité d'une « réforme » des retraites dans le cadre de critères de financement capitalistes et prétendument démographiques. Puis, au début du printemps, elles ont refusé de mobiliser les travailleurs contre le projet de réforme dont le contenu était connu et reconnu par le gouvernement. Enfin, quand elles s'y sont décidées, cela a pris la forme des sempiternelles journées d'action saute-mouton qui découragent les travailleurs.

Mais la gravité de la réforme des retraites est telle que les travailleurs ont répondu de plus en plus massivement aux journées d'action entre mars et septembre. **Des millions ont encore confiance dans les directions syndicales, qu'ils identifient aux syndicats historiques auxquels ils savent devoir leurs acquis ou aux syndicats de base qui, dans un certain nombre de lieux encore, les défendent au quotidien.**

Le nœud que les révolutionnaires doivent aider à dénouer, la contradiction principale de la situation est donc la suivante : d'un côté, il y a une colère croissante et une conscience de plus en plus large que la stratégie des journées d'action saute-mouton ne peut permettre de gagner ; mais, d'un autre côté, les travailleurs mobilisés font encore largement confiance aux directions syndicales et ne les débordent donc

pas spontanément à une échelle de masse.

Cette contradiction est explosive. Elle peut éclater d'un moment à l'autre sous l'aiguillon d'une provocation gouvernementale, d'une trahison syndicale trop flagrante ou du départ en grève reductible d'un secteur significatif qui s'adresserait aux autres en les appelant à le rejoindre pour construire la grève générale.

Nos tâches concrètes immédiates en tant que parti

En tant que parti, nos tâches découlent de cette analyse de la situation, mais aussi de la prise en compte de notre force. Nous sommes un petit parti, disposant en outre de trop peu de militants d'entreprises. Mais nous avons une existence nationale, une audience d'une part dans les syndicats, d'autre part dans l'opinion ouvrière populaire (grâce à la figure d'Olivier Besancenot et dans une bien moindre mesure à nos tracts). **Notre audience est donc bien plus large que notre force militante.** Cela signifie que nous ne sommes pas comptables du fait que la grève générale ait lieu ou pas, mais que nous avons une responsabilité politique importante dans les syndicats et lieux de travail où nous avons des camarades, dans le discours public que nous tenons et dans notre capacité à relayer et appuyer correctement les mouvements de la base.

Concrètement, le CPN appelle tous les militants du NPA à se battre sur l'orientation suivante et mandate le Comité exécutif pour la mettre en œuvre et centraliser ses résultats à chaque étape au niveau national, sous la forme d'une cellule de grève permanente, intégrant les camarades des secteurs ou syndicats les plus combatifs :

• **Dans tous les syndicats où nous avons des camarades,** quel qu'en soit le niveau, nous nous battons non seulement pour imposer le mot d'ordre de « retrait » dans chaque instance (mot d'ordre acquis dans Solidaires, la FSU et dans de nombreux syndicats CGT, y compris une vingtaine d'UD et des fédé), mais aussi pour exiger des direc-

tions nationales qu'elles appellent au retrait et cessent de proposer des amendements à la loi (CFDT) ou une « autre réforme » (CGT, FSU, FO), qui ouvrirait la voie à de nouvelles négociations dans le cadre des exigences du capital. **Notre mot d'ordre doit être : nous voulons vaincre Sarkozy, non le convaincre !**

• **Dans tous les lieux de travail où nous avons des camarades**, nous convoquons des AG ou au moins des réunions avant le 23 pour préparer la grève et le 24 au matin pour que les travailleurs puissent discuter des suites. Nous mettons en débat dès maintenant la proposition de la grève reconductible, les travailleurs décideront le 24 selon leur niveau de conscience, la mobilisation de la veille, les informations venant d'autres secteurs. **Mais l'essentiel est que, dès maintenant, un maximum de travailleurs se dote de cadres d'auto-organisation, même s'ils sont minoritaires sur leur lieu de travail dans un premier temps : AG, comités de grève si la grève part, comités d'action si ce n'est pas le cas.**

• **Dans tous les syndicats et dans toutes les AG**, nous nous battons pour faire progresser le plus possible la conscience en critiquant la politique des directions syndicales *sur la base des faits* (prises de position des instances, déclarations des dirigeants dans les médias, qui valent toujours mieux que les noms d'oiseaux), en proposant des motions d'interpellation des directions syndicales pour le retrait et pour l'appel à la grève générale. C'est en effet indispensable d'une part ***pour aider les travailleurs à rompre avec leurs illusions envers les directions syndicales*** (conscientisation) ; d'autre part ***pour faire monter la pression de la base*** sur celles-ci — car elles sont

obligées de tenir compte de l'état d'esprit de leur base si elles veulent continuer à la contrôler et elles peuvent dès lors être poussées à aller plus loin qu'elles ne le veulent sur la voie du combat pour le retrait.

• **De même, dans toutes nos interventions publiques (journal, tracts, passages dans les médias, meetings)**, nos porte-parole doivent marteler l'objectif de la grève générale, critiquer centralement les directions syndicales et leur stratégie qui mène dans le mur, en leur opposant les prises de position progressistes de syndicats combattifs et d'AG de travailleurs en grève, en les interpellant pour qu'elles fassent ce qu'ils disent vouloir faire, c'est-à-dire pour qu'elles défendent les travailleurs en exigeant clairement le retrait et en appelant à la grève générale. Il faut aussi dénoncer centralement le PS qui a voté pour l'allongement de la durée de cotisation et appelle les travailleurs à compter sur 2012 !

• **Si des secteurs partent en grève reconductible le 24**, il nous faudra mettre tout en œuvre pour le faire savoir, pour aller les soutenir en tant que parti et par les syndicats, pour les convaincre d'aller immédiatement rencontrer d'autres secteurs et pour les convaincre de ***s'adresser eux-mêmes aux directions syndicales, avec tout le poids qu'ils auraient en tant que secteurs en grève.***

• **Dans tous les syndicats et dans toutes les AG**, nous intervenons comme militants politiques et proposons donc une orientation politique la plus avancée possible, en essayant de convaincre par la discussion, selon l'état d'esprit des participants, en proposant de se prononcer pour ***chasser Sarkozy et en finir avec la politique au service des capitalistes***, en élaborant avec les travailleurs une ***plate-***

forme de revendications capable d'entraîner tous les secteurs de la classe ouvrière et qui ne se limite pas à la question des retraites, mais parte des revendications qui ont effectivement été mises en avant dans les luttes récentes, enfin ***en montrant qu'elles mettent en cause la logique même du système capitaliste*** : contre la politique sécuritaire et xénophobe de Sarkozy, régularisation de tous les sans-papiers et arrêt des expulsions, retour aux 37,5, droit à la retraite à 55 ans et 50 ans pour les travaux pénibles, 300 euros d'augmentation pour tous (salariés, retraités, chômeurs), le SMIC et la retraite minimale à 1500 euros nets, indexation des revenus salariaux sur les prix évalués par les syndicats ouvriers ; non aux licenciements et suppressions de postes, défense de l'emploi, répartition du temps de travail entre toutes et tous, nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises capitalistes qui licencient, etc.

• **Au niveau du parti, tous les comités doivent être sur la brèche**, nous devons mener la discussion politique de façon approfondie pour définir la meilleure orientation dans chaque cas, nous devons rappeler tous les camarades qui ne viennent plus, nous devons intervenir en priorité dans et devant les entreprises pour aider à la mobilisation. Nous devons aussi organiser plus de réunions par secteur pour coordonner nos efforts dans les syndicats et dans les lieux de travail. De son côté, **la direction doit informer jour après jour l'ensemble du parti de l'avancement de la situation**, notamment des grève reconductibles qui peuvent partir et des prises de position d'AG, de comités de grève ou de syndicats, auxquelles il s'agit de donner une audience de masse pour en faire des exemples dont on puisse s'inspirer ailleurs.

**Après six semaines de montée et de radicalisation de la lutte,
Sarkozy essaie de passer en force par la répression et le pourrissement**

***Les principales directions syndicales demandent encore des « concertations »
avec Sarkozy et appellent seulement à deux nouvelles « journées d'action »***

**Par l'auto-organisation des travailleurs et des équipes syndicales
combatives, étendons la grève reconductible et les blocages,
poussons les directions syndicales !**

Depuis le 7 septembre, la stratégie des journées d'action « saute-mouton » convoquées par les directions syndicales refusant d'appeler à la grève générale n'a pas réussi à décourager les travailleurs et les jeunes, qui les ont transformées en points d'appui pour construire la lutte. Depuis le succès historique de la journée de grèves et de manifestations du 12 octobre, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes sont entrés dans la grève reconductible et/ou les blocages. Le mouvement en cours est marqué par la volonté massive de bloquer le pays pour gagner, par la radicalisation des actions et par une auto-organisation limitée, mais croissante. Les travailleurs, et les jeunes en lutte, avec les équipes syndicales combatives, recherchent de toutes leurs forces la voie de la grève générale que refusent les directions syndicales et les réformistes. La majorité de la population soutient la lutte. Ce mouvement charrie toutes les colères légitimes accumulées contre Sarkozy et sa politique au service des capitalistes, qui vise à faire payer la crise aux travailleurs. Il se caractérise par une extraordinaire effervescence, une inventivité considérable des masses en lutte (slogans, actions, auto-organisation...), de rapides et importants progrès de la conscience politique en quelques semaines. En ce sens, c'est un mouvement profondément politique qui montre l'illégitimité totale de Sarkozy, la nécessité de se battre pour le chasser. Même si l'on en est encore loin de la comparaison, il s'agit sans doute du plus important mouvement depuis Mai-juin 1968 en France, dans la mesure où il est plus large et plus profond que ceux de 1995, 2003, 2006 et 2009. Suivi de près par les gouvernements, les médias et surtout

les travailleurs du monde entier, il est d'une importance internationale car c'est la plus forte réponse des travailleurs à la crise du capitalisme depuis la grève générale antillaise, la préfiguration de 2009 en France et le grand mouvement du printemps 2010 en Grèce.

**Malgré les vacances et la
suspension de la grève
dans quelques secteurs,
la mobilisation
se poursuit**

La grève a été suspendue dans trois raffineries, mais les travailleurs des neuf autres restent en grève reconductible depuis le 12 octobre, voire avant pour certains. Une partie significative des cheminots (encore 15% le 25 octobre, selon la CGT, mais beaucoup plus chez les « roulants ») sont toujours en reconductible. La grève des travailleurs du pétrole, des terminaux méthaniers, des dockers, des personnels des cantines scolaires et d'autres communaux est massive à Marseille. Les éboueurs de cette ville viennent de suspendre la grève à l'appel de FO, mais ceux de plusieurs dizaines d'autres villes la poursuivent. De nombreux travailleurs territoriaux sont toujours en grève reconductible dans les grandes villes et leurs banlieues. La grève reconductible est plus faible dans les autres secteurs, mais réelle dans tout le pays. De plus, de nombreux débrayages quotidiens ont lieu dans les entreprises privées. Les actions de blocages de dépôts de carburants, de chemins de fer, de routes, etc., se poursuivent partout, avec des milliers de participants. Dans un nombre croissant de villes ont lieu des

Assemblées générales interprofessionnelles qui permettent un progrès dans l'auto-organisation et un début de coordination des luttes par en bas, notamment au Havre, à Marseille, à Saint-Denis/93 Ouest, à Créteil, à Montreuil, dans le 92 Nord et dans de nombreuses villes de province.

Dans la jeunesse, plus de 1000 lycées (sur 4200) ont été bloqués ou mobilisés chaque jour entre le 12 et le 22 octobre, veille des vacances, et des manifestations quotidiennes ont eu lieu dans tout le pays ; une première coordination nationale lycéenne a eu lieu le 23 octobre, regroupant les délégués de huit villes après plusieurs coordinations départementales ou régionales ; elle appelle les lycéens à rester mobiliser pendant les vacances, à s'auto-organiser en AG et des manifestations, à se lier aux « autres secteurs mobilisés, étudiants et salariés en participant à des cortèges communs dans les manifestations, à des actions communes pour étendre la grève ainsi qu'aux AG interprofessionnelles qui existent », car « le mouvement doit s'accélérer et s'amplifier pour aller vers la grève générale, seul moyen de faire céder le gouvernement ». Dans les universités, la mobilisation a franchi un seuil décisif durant la semaine du 18 octobre, avec une douzaine de facultés bloquées, une demi-douzaine fermées par l'administration pour empêcher le blocage, la montée en puissance du mouvement par la massification des AG et de la participation aux manifestations. Une première Coordination nationale étudiante les 23-24 octobre avec les représentants d'une quarantaine d'universités ; au-delà des manœuvres bureaucratiques de l'UNEF et notamment du caractère bidon d'un bon nombre de délégations en fait autoproclamées, cette première coor-

dination nationale appelle à la « grève reconductible des étudiants » et à « aller vers un blocage total du pays, par la grève d'une majorité de jeunes et de salariés » ; elle souligne à juste titre que « l'unité des salariés et de la jeunesse est une des clés du succès. C'est pourquoi, nous appelons l'ensemble des étudiants à développer les liens entre les secteurs mobilisés en participant aux AG interprofessionnelles, en organisant des cortèges communs dans les manifestations et en participant à des actions communes. »

Dans cette situation, Sarkozy décide de miser sur le caractère encore minoritaire de la grève reconductible pour jouer la double carte du pourrissement et de la répression. En multipliant les déblocages par la force, en matraquant et gasant les lycéens et les travailleurs en lutte, en tirant au flash-ball sur les jeunes des quartiers populaires qui se rebellent, en multipliant les provocations policières dans les quartiers et les manifestations, en procédant à plus de 2000 arrestations de jeunes et en les faisant condamner durement pour la moindre insulte ou un feu de poubelle, Sarkozy joue son va-tout pour imposer coûte que coûte sa réforme en espérant que cette répression d'une brutalité sans précédent depuis celle commise par Chirac-Pasqua-Devaquet en 1986 finisse par décourager les grévistes.

Les principales directions syndicales refusent d'appeler et de construire la grève générale, faisant peser le risque d'un découragement

C'est donc à l'évidence le moment décisif pour mettre toutes les forces dans la bataille, pour entraîner les millions de travailleurs qui hésitent encore à rejoindre la reconductible tout en la soutenant, car ils pensent que la force du mouvement ne sera pas suffisante pour vaincre le fermeté Sarkozy. Or les principales directions syndicales (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA) confirment leur refus d'appeler à la grève générale et même de soutenir la grève reconductible et les blocages — alors même que les militants de la CGT et de la FSU sont souvent parmi leurs principaux artisans. Alors que Sarkozy les nargue et les méprise en refusant de leur offrir la

moindre porte de sortie qu'elles seraient prêtes à accepter et en laissant même le Sénat aggraver encore la loi¹, les principales directions continuent de s'humilier en le suppliant encore et encore d'ouvrir des « concertations » pour « une autre réforme des retraites », comme si l'on pouvait espérer de Sarkozy une « réforme juste et efficace » ! Malgré le succès réitéré des manifestations des 16 et 19 octobre, elles appellent encore à deux nouvelles journées d'action espacées les jeudi 28/10 et le samedi 06/11 : c'est un véritable coup de poignard dans le dos des grévistes dix jours après le début des reconductibles, au moment où la nécessité d'une nouvelle extension de la grève se fait cruellement sentir ; cela explique la suspension de la grève dans certains endroits. Enfin, au lieu de soutenir les blocages, elles les condamnent implicitement en s'engageant à « veiller au respect des biens et des personnes » (communiqué de l'intersyndicale du 21/10). De ce point de vue, l'intersyndicale a indirectement donné un feu vert, quelques heures à peine après sa réunion, à la violation du droit de grève par l'ordre illégal de réquisition des travailleurs et au violent déblocage policier de la raffinerie de Grandpuits (77), l'un des phares de la grève. Trois ouvriers ont été blessés, dont un gravement, et une véritable occupation policière du site s'est mise en place, visant à empêcher l'arrivée en soutien de centaines de travailleurs et jeunes de toute la région et au-delà à l'appel des travailleurs de Grandpuits, qui n'en ont pas moins reconduit la grève.

La direction confédérale de FO n'a pas signé ce communiqué car sa demande d'une « grève franche de 24h » n'a pas été retenue, mais elle refuse tout autant d'appeler à la grève générale et de soutenir les blocages, et appelle elle aussi à des négociations pour une « autre réforme ». Seule la direction de Solidaires, qui refuse également de signer les communiqués communs, se prononce pour la grève générale : c'est un point d'appui pour les travailleurs ; mais son caractère minoritaire (notamment par rapport à la puissante CGT et à la FSU dans l'Éducation) limite d'autant plus sa capacité à être une alternative qu'elle ne combat pas clairement et frontalement la politique des autres confé-

dérations, sous prétexte d'« unité », alors que leur politique traître est le principal obstacle aujourd'hui à la généralisation de la grève.

La politique des organisations d'extrême gauche

Du côté des principales organisations d'extrême gauche, on reste pantois face à la politique de Lutte ouvrière : si ses militants participent aux grèves, débrayages et actions sur le terrain, sa direction se montre non seulement aussi pessimiste et routinière que d'habitude, mais encore plus suiviste à l'égard des directions syndicales, puisqu'elle refuse de les critiquer et de se battre pour la grève générale ou même d'appeler à la grève reconductible et aux blocages (l'éditorial d'Arlette Laguiller en date du 22/10 n'en dit pas un mot !). La direction du Parti Ouvrier Indépendant exige le « retrait sans conditions du plan du gouvernement » et se prononce pour la « grève unie pour imposer ce retrait » (communiqué du 22/10), mais cette expression est bien vague : le POI ne parle ni de grève générale, ni même de grève jusqu'au retrait, ni des grèves reconductibles, ni des blocages, et il n'a apparemment rien à reprocher à la stratégie des directions syndicales, à part qu'« au sommet de certaines confédérations, on n'a cessé de résister au mot d'ordre de retrait » (éditorial d'Informations ouvrières du 20/10) — ce qui est parfaitement exact, mais n'est que le point de départ du refus de construire la grève générale.

Quant à notre parti, le NPA, beaucoup de camarades participent en première ligne à la grève reconductible et aux blocages, la direction se prononce à juste titre pour le retrait du projet et pour chasser Sarkozy, elle appelle clairement à la grève reconductible et au blocage et il lui arrive même de parler de la grève générale. Mais sa ligne est hésitante et oscillante suivant les événements... et selon l'auteur des tracts ou articles de *Tout est à nous !* La question de la grève générale (ou même de la grève jusqu'au retrait) n'est nullement au centre de l'orientation : elle a pu être en titre d'un numéro du journal (n° 72) et d'un tract (semaine du 5 octobre), mais elle a disparu aux moments clés (« unes » des journaux suivants, tracts nationaux des 10 et surtout du 18 octobre). De plus, la critique des directions syndicales est insuffisante : elle est

¹ Le Sénat a introduit un amendement instaurant la « retraite par points », c'est-à-dire à l'individualisation, contraire au principe de la retraite par répartition.

limitée dans le journal, diffusé à petite échelle et disparaît purement et simplement des tracts, distribués quant à eux en masse. En effet, sous prétexte de ne pas démoraliser les travailleurs, la direction du NPA ne veut pas mener le combat politique combinant dénonciation et interpellation des directions syndicales ; cela laisse croire aux militants qu'il serait possible de contourner cet obstacle majeur par la seul investissement dans les grèves et les actions tous azimuts. Pire : quand ils sont explicitement interrogés par les journalistes sur la stratégie des directions syndicales, Olivier Besancenot et Alain Krivine taisent totalement leurs critiques, voire les soutiennent ! De même, au lieu de dénoncer le coup de poignard dans le dos de la grève reconductible que constitue le communiqué de l'intersyndicale du 21/10, la direction du NPA ose prétendre que les « *deux nouvelles journées de grève et de manifestation, le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre (...) offrent de nouvelles perspectives de mobilisation dont il faut se saisir* » (communiqué du NPA, 21/10). Dès lors, les camarades du NPA ne sont pas armés politiquement pour affronter correctement le verrou majeur qu'il s'agit de faire sauter. Même les camarades de la gauche du parti, qui sont les plus investis dans la participation aux processus d'auto-organisation, refusent d'aller à l'affrontement politique contre les réformistes en posant les enjeux politiques qui aideraient les travailleurs et les jeunes à déborder la stratégie des directions syndicales et à aller jusqu'au bout dans la construction des AG et des coordinations interprofessionnelles.

Propositions pour la poursuite du mouvement : grève, auto-organisation, liens interprofessionnels

Pour sa part, le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA considère que, pour construire maintenant la grève générale, il faut :

• **Continuer le combat pour le mot d'ordre de retrait pur et simple du projet**, contre la ligne de la concertation des directions syndicales avec le gouvernement, mais aussi **construire des plateformes revendicative plus large en intégrant toutes les revendications mises en avant par les travail-**

leurs et les jeunes, notamment pour l'augmentation des salaires, le refus des licenciements et de la précarité, l'amélioration des conditions de travail, le partage des heures de travail, l'abrogation des lois racistes et la régularisation des sans-papiers, le retrait des lois contre l'université et le lycée, la défense des raffineries et des acquis communaux (contre l'intercommunalité forcée, pour la défense des acquis statutaires de la fonction publique territoriale), la nationalisation sans indemnités ni rachat des banques et des grandes entreprises comme Total, la volonté de chasser Sarkozy ; en effet, la profondeur du mouvement en cours est tel que les travailleurs et les jeunes déjà en grève l'investissent spontanément de leurs principales préoccupations, et ceux qui n'y sont pas encore, notamment dans le privé, le rejoindront d'autant plus qu'il intégrera leurs revendications quotidiennes ;

• **Défendre centralement et systématiquement l'orientation de la grève générale**, ce qui implique à la fois d'exiger des directions syndicales et réformistes qu'elles y appellent dans l'unité et de critiquer à chaque étape leur politique en sens contraire, sur la base des faits et prises de position incontestables ; il faut soutenir en même temps toutes les prises de position progressistes de syndicats à tous les niveaux, notamment les appels à la grève générale de l'intersyndicale des Ardennes et de celle de Haute-Loire ; il faut aider les travailleurs en lutte qui font encore massivement confiance aux directions syndicales nationales, notamment ceux des secteurs clés du mouvement, à formuler leur exigence d'un appel clair à la grève générale ; c'est ainsi qu'il sera possible d'exercer une pression efficace sur elles, de les pousser à aller le plus loin possible ou de les empêcher au moins d'étouffer le mouvement ;

• **Continuer à construire et étendre les grèves reconductibles**, même quand elles sont minoritaires, car c'est la seule solution pour que les secteurs les plus avancés continuent de tirer tout le mouvement et pour que les militants des autres secteurs puissent consacrer le maximum de temps et d'énergie à construire la grève en soutenant celles et ceux qui sont en reconductible et en allant convaincre d'autres de les rejoindre, à commencer par les grandes entreprises privées qui, pour le moment, ne vont pas au-delà de dé-

brayages ponctuels et des manifestations pour les journées d'action, alors que l'entrée en reconductible de quelques-unes d'entre elles donneraient un élan considérable à la construction de la grève générale ;

• **Développer les liens interprofessionnels** par la participation réciproque aux AG et aux actions des uns et des autres, notamment le lien crucial entre les étudiants et les travailleurs ; **participer notamment aux manifestations qui ont lieu dans tout le pays chaque jour et aux actions de blocages**, en donnant la priorité au soutien des sites en grève et aux actions décidées par les travailleurs (ou jeunes) de ces sites ; **constituer dans les manifestations des cortèges interprofessionnels et intersyndicaux visibles et dynamiques**, comme l'ont fait les travailleurs du 92 Nord le 19/10 ou de Saint-Denis grâce à leur organisation en AG interprofessionnelle, sous l'impulsion notamment des camarades de la gauche du NPA.

• **Développer l'auto-organisation par les AG quotidiennes, les comités de grève ou de mobilisation dûment mandatés, mais aussi les coordinations interprofessionnelles** dans toutes les villes, arrondissements ou bassins ; il ne s'agit pas seulement d'échanger des informations et de s'entraider (ni de confondre de telles coordinations avec des AG d'habitants du quartier, par ailleurs tout à fait utiles pour aider les travailleurs en lutte) ; mais il s'agit avant tout de **constituer une force auto-organisée des travailleurs et jeunes en lutte**, avec la participation des structures syndicales et politiques combatives ; il faut notamment impulser l'élection de délégués élus, mandatés et révocables à tous les niveaux afin de ne pas laisser le mouvement sous la tutelle de directions syndicales ou politiques trop souvent autoproclamées ; enfin, comme le dit l'appel de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis réunie le 25/10, il faut maintenant « *coordonner les AG interprofessionnelles* » aux niveaux régional et national : « *Il s'agit pour les travailleurs et les jeunes mobilisés de se doter d'un instrument pour diriger leur propre lutte au-delà de l'échelle locale, un peu à l'image de ce qui étaient les coordinations étudiantes pendant le CPE, mais cette fois-ci dans un cadre interprofessionnel (...), dans la perspective de la construction* »

d'une grève générale qui fasse reculer Sarkozy ».

• **Constituer partout des caisses de grève** — tout en évitant que ce soient des substituts à la grève pour celles et ceux qui hésitent et qu'il s'agit avant tout de convaincre ; mais il est juste et il pourrait même être crucial en cas de mouvement durable que les travailleurs des petites entreprises, celles et ceux qui ne peuvent vraiment pas faire grève, les retraités et tous les gens qui soutiennent les grévistes contribuent financièrement à la lutte.

Pour les anticapitalistes révolutionnaires, il s'agit d'intervenir dans ce mouvement pour l'aider à gagner et cela consiste à pousser le plus loin possible les tendances profondes qui le caractérisent. De fait, il combine les

traits généraux et les tendances les plus avancées de tous les grands mouvements précédents — grandes grèves de 1995 et de 2003, mobilisation lycéenne et révolte de la jeunesse des quartiers populaires de 2005, grève générale étudiante auto-organisée contre le CPE de 2006, entrée en scène du prolétariat industriel, partielle mais importante, qui avait marqué les grandes mobilisations du premier semestre 2009... En particulier, l'objectif de la grève générale, la grève reconductible, les blocages économiques et, dans une moindre mesure, la question de l'auto-organisation sont posés désormais à l'échelle de secteurs significatifs de la classe ouvrière. De façon générale, dans une situation de crise du capitalisme international, tout

particulièrement en Europe, et de crise gouvernementale en France, un palier est en train d'être franchi dans la reconstitution de la conscience de classe, ouvrant des perspectives considérables pour la reconstruction du mouvement ouvrier. La nécessité d'avancer vers un NPA révolutionnaire, ancré dans la classe ouvrière et la jeunesse, se manifeste avec d'autant plus d'acuité. C'est à cette tâche qu'entend contribuer le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire du NPA, en menant indissociablement le combat politique pour un programme et une stratégie révolutionnaires avec l'intervention pratique la plus résolue possible dans la lutte des classes.

Contribution au bilan du mouvement (28 novembre 2010)

Le mouvement historique contre la réforme des retraites confirme l'urgence de réaxer la construction du NPA

***Pour un programme de transition révolutionnaire
Pour l'implantation prioritaire dans le prolétariat
Pour la fusion avec l'avant-garde de la lutte***

La lutte contre la réforme des retraites se termine certes par une défaite revendicative, mais son ampleur et sa profondeur lui donnent une importance historique pour la reconstruction du mouvement ouvrier à partir des expériences mêmes de la lutte des classes. Même s'il s'agit encore d'une lutte défensive, comme toutes celles qu'on a vécues depuis 1995, un palier a été franchi dans la combativité du prolétariat et les progrès de la conscience de classe. En ce sens, c'est une relative défaite politique ou une victoire à la Pyrrhus pour la bourgeoisie et Sarkozy : ils croyaient éviter la résistance grâce à la collaboration des directions syndicales et réformistes, a fortiori du PS ; mais ceux-ci ont été débordés par la levée des masses, ils ont dû la suivre pour mieux la canaliser par des journées d'action plus rapprochées et ont finalement évité de justesse la paralysie du pays qui commençait à faire paniquer le patronat et le gouvernement. Ce mouvement est sans conteste la plus forte réponse à la crise du capitalisme depuis la grève générale antillaise, la préfiguration de 2009 en France et le printemps

2010 en Grèce ; il a été suivi de près par les gouvernements, les médias et les travailleurs du monde entier, et pourrait contribuer à relancer ou nourrir les mobilisations dans les pays voisins, notamment en Espagne, au Portugal ou en Grande-Bretagne.

Il faut en tirer les leçons au plus vite par la discussion collective, réaxer l'orientation générale et l'intervention quotidienne des militants anticapitalistes, à commencer par notre propre parti, pour nous hisser à la hauteur de la nouvelle situation. De fait, il y a une polarisation croissante entre la classe dominante contrainte de poursuivre ses attaques et le prolétariat qui redresse la tête. De ce point de vue, les débats et divergences programmatiques et stratégiques qui traversent le NPA à l'occasion du congrès doivent être relancés à partir des enjeux les plus concrets, qui concernent à la fois les prochaines étapes de la lutte de classe et la défense d'un projet clairement marxiste révolutionnaire qui s'assume comme tel et permette de gagner contre les réformistes l'avant-garde du mouvement. C'est ainsi que

l'on contribuera à la préparation des prochains affrontements rendus inévitables par la gravité de la crise capitaliste et qui seront sans doute encore bien plus profonds et radicaux que ce mouvement de septembre-octobre 2010.

Ampleur et profondeur du mouvement

Durant deux mois, la lutte a entraîné des millions de manifestants, une puissante mobilisation de la jeunesse, des centaines de milliers de grévistes, la grève reconductible dans plusieurs secteurs importants, de multiples actions de blocages économiques dans tout le pays, une effervescence et une inventivité considérables des masses (slogans, actions, auto-organisation...), un soutien continu de la majorité... Plus large et profond que les précédents, ce mouvement a combiné leurs caractéristiques en les intensifiant : grèves reconductibles de 1995 et 2003, lutte lycéenne et révolte de la jeunesse des quartiers de 2005,

grève générale étudiante auto-organisée contre le CPE de 2006, entrée en scène du prolétariat industriel, partielle mais importante, qui avait marqué les grandes mobilisations de 2009. Plus précisément, sa principale nouveauté réside dans

- **son ampleur interprofessionnelle à l'échelle de tout le pays**, qui s'est concrétisée non seulement par le nombre et la massivité sans précédent des cortèges, mais aussi par la présence importante du privé en leur sein, de nombreux débrayages dans les entreprises, le fort soutien aux secteurs en grève reconductible, la multiplication des AG interprofessionnelles, présentes dans près d'une cinquantaine de villes ;

- **sa profondeur politique, le mouvement charriant au-delà de la question des retraites toutes les colères accumulées contre un gouvernement Sarkozy discrédité**, apparaissant plus que jamais après l'affaire Woerth-Bettencourt comme illégitime, au service des banquiers et des grands patrons, voulant faire payer la crise aux travailleurs ;

- **un début de convergence entre la jeunesse radicalisée et les travailleurs**, dont le potentiel explosif a fait peur au gouvernement et aux patrons, d'où la politique répressive et la campagne médiatique de stigmatisation face à l'entrée des lycéens dans la lutte ;

- **la radicalité des actions par lesquelles une avant-garde large a tenté de déborder la stratégie de l'intersyndicale nationale** : alors que celle-ci n'a cessé de réclamer des « négociations », des centaines de syndicats de base, d'UL, d'UD, voire certaines fédérations ont exigé le retrait. Alors que les bureaucrates syndicaux ont refusé d'appeler à la grève générale ou même d'étendre les grèves reconductibles, les salariés de secteurs concentrés et stratégiques de la classe ouvrière, comme ceux des raffineries, du rail ou du port de Marseille, ainsi que les fonctionnaires territoriaux dans un certain nombre de villes, se sont mis en grève reconductible, constituant l'avant-garde du mouvement, entraînant les autres travailleurs mobilisés, qui ont organisé la solidarité

financière et des actions de soutien aux grévistes. Dans certaines villes comme au Havre ou à Marseille, il y a eu des débrayages tous les jours dans de nombreuses usines du privé. Alors que l'intersyndicale nationale a refusé de soutenir les blocages, appelant au contraire au « respect des biens et des personnes », les équipes syndicales combattives (SUD, bases de la CGT et dans une moindre mesure de la FSU) et/ou les AG interpro ont impulsé les blocages de centres ou de nœuds stratégiques (dépôts de carburants, axes routiers, chemins de fer, ports, aéroports, déchetteries), qui resteront l'un des traits les plus marquants de ce mouvement dans la mesure où ils ont été incomparablement plus nombreux que ceux des étudiants en 2006 : mis en œuvre cette fois avant tout par des travailleurs, généralement comme points d'appui pour la construction de la grève (aides au blocage économique et convergence des grévistes dans l'action), ils prouvent le progrès de la conscience de classe, la compréhension que les prolétaires, parce qu'ils font tourner l'économie, sont aussi capables de la bloquer, et qu'il faut tout faire pour les y aider. De ce point de vue, l'AG interpro du Havre (organisant à la base de nombreux grévistes, y compris du privé, sous la direction d'une intersyndicale combative), celles de Tours, de Lens, du 92 Nord ou de Saint-Denis ont joué un rôle particulièrement important.

Limites de la spontanéité et trahison des directions

Le mouvement s'est cependant heurté à des limites évidentes :

- **D'un point de vue programmatique, le mouvement est resté focalisé sur la réforme des retraites, sans constitution de plateformes revendicatives plus larges sur les salaires, la précarité et les conditions de travail**, alors que c'était nécessaire pour entraîner des secteurs entiers du prolétariat qui sont plus préoccupés par leur exploitation et leur vie immédiates ou qui ne croient de toute façon pas à la possibilité de toucher une retraite décente dans un avenir plus ou

moins lointain. *A contrario*, la mise en avant de revendications catégorielles a considérablement dynamisé la mobilisation dans un certain nombre de secteurs parmi les plus mobilisés, comme les raffineries, le port de Marseille, les éboueurs de plusieurs grandes villes... Et la puissante lutte des lycéens s'est nourrie de la question des retraites comme d'un simple prétexte pour dire le refus d'une vie de précarité, exiger le droit à un avenir digne.

- **La grève reconductible est restée non seulement sectorielle, mais minoritaire en dehors des raffineries et des terminaux du port de Marseille**. Chez les cheminots, elle a été assez importante (autour de 20% selon la CGT entre le 12 et le 21), mais pas assez pour paralyser le trafic, d'autant que les dispositifs anti-grève sur le « service minimum » ont été efficaces. La défaite de la reconductible en 2007 (réforme du régime spécial) et l'échec de celle lancée au printemps dernier dans certaines régions (notamment au Sud de la France) ont pesé sur la motivation des cheminots. De même, les enseignants ont été assez peu nombreux à se lancer dans la reconductible, en dehors des équipes militantes les plus radicales ; là aussi, la défaite de 2003 a pesé, d'autant plus que la réforme qui était passée alors a déjà brisé la possibilité de partir en retraite à 60 ans pour une profession où l'on commence à travailler tard. Enfin, la mobilisation des étudiants est restée limitée, elle n'a pas pris le relais des lycéens à une échelle de masse en dehors des universités traditionnellement les plus combattives (Rennes-II, Toulouse-III, Paris-I Tolbiac, Caen...) ; cela s'explique tant par la rentrée décalée, qui n'a pas donné le temps de construire profondément le mouvement étudiant, que par les défaites récentes sur la LRU (2007 et 2009).

- **Les travailleurs du privé, en dehors des raffineries et des ports où les salariés ont des statuts qui les rapprochent des travailleurs du secteur public tels que les cheminots (statut des dockers, héritage chez Total des acquis de l'ancienne entreprise nationale), ont manifesté massi-**

vement, mais ne sont pas entrés en grève reconductible et ont globalement peu fait grève, même si le nombre élevé de débrayages ponctuels, parfois répétés, et la taille de certains cortèges les jours de grève nationale, sont des éléments extrêmement prometteurs pour la suite. Globalement, la mobilisation du secteur privé confirme qu'il est bien revenu sur la scène de la lutte des classes, comme on avait pu commencer à le voir en 2009, mais l'usage de l'arme de la grève se heurte encore aux obstacles des bas salaires et de la précarité, ainsi qu'à l'absence de syndicats dans de très nombreuses entreprises.

- L'auto-organisation est restée assez faible, notamment dans les secteurs en grève reconductible, qui étaient pour la plupart dirigés par la « gauche » bureaucratique de l'appareil CGT sur une ligne certes plus combative que la direction confédérale, mais sans réelle volonté de mettre en cause celle-ci et moins encore d'impulser l'auto-organisation des travailleurs. Les AG interpro ont dès lors rarement été impulsées par les secteurs qui se trouvaient à la pointe du mouvement et beaucoup ont gardé un caractère d'avant-garde restreinte et essentiellement activiste, autour de militants de Solidaires, d'anarchistes, plus rarement de camarades du NPA.

Cependant, ces limites auraient pu être largement dépassées par la dynamique du mouvement spontané étant donné sa profondeur, mais les directions syndicales et réformistes ont tout fait pour que cela n'arrive pas, pour contenir la montée vers la grève générale. Certes, elles n'ont ni signé la contre-réforme, contrairement à la CFDT en 2003, ni appelé expressément à la fin de la lutte. Elles ont pu ainsi paraître comme combatives et fermes face à un gouvernement qui ne voulait rien leur céder. De fait, cela a contribué à faire entrer de nombreux travailleurs dans la mobilisation et beaucoup qui n'avaient jusqu'à présent aucune expérience de lutte demandent aujourd'hui à adhérer à un syndicat, démarche qui exprime par elle-même une élévation de la conscience de classe. C'est d'ailleurs le sens de la publicité faite

aux caisses de grève des uns et des autres, sur fond de concurrence pour gagner les travailleurs éveillés à la lutte... alors que l'existence même de ces caisses avait été cachée au moment clé du mouvement, quand elles auraient pu jouer un rôle décisif parce que les travailleurs en reconductible se demandaient s'ils pourraient tenir longtemps et que d'autres hésitaient à les rejoindre en raison du coût de la grève.

Car l'image relativement ferme qu'ont pu donner les directions syndicales aux travailleurs les moins expérimentés ne saurait masquer leur responsabilité centrale dans le délitement de la grève reconductible et, à partir de là, la défaite revendicative du mouvement. Après avoir participé à toutes les concertations avec Sarkozy, elles n'ont jamais revendiqué le retrait du projet de loi et n'ont pas appelé à la grève générale, ni même à l'extension de la grève reconductible. Elles sont allées jusqu'à condamner implicitement les blocages, ont laissé piétiner le droit de grève en ne s'opposant pas aux réquisitions dans les raffineries, n'ont pris aucune initiative sérieuse contre la répression policière. Elles ont sciemment organisé l'isolement et donc le découragement des grévistes, sous prétexte de s'en remettre à leurs décisions. Par contre, elles n'ont soumis à personne leurs seules vraies décisions : celles d'appeler à des journées d'action jusqu'à épuisement tout en quémendant des « négociations » à Sarkozy, au lieu de proposer et de construire une stratégie pour le vaincre.

La politique des équipes syndicales de lutte et des organisations d'extrême gauche

Il était cependant possible d'aller beaucoup plus loin dans le débordement des directions syndicales. Les travailleurs les plus mobilisés ont poussé en ce sens, les obligeant par leur activité effervescente à appeler à des journées d'action plus rapprochées pour garder le contrôle du mouvement et les empêchant de combattre ouvertement les grèves reconductibles et les blocages. S'il y avait eu une force capa-

ble de porter au niveau national une orientation frontalement alternative à celle des directions syndicales, elle aurait permis que se constitue un pôle de radicalité qui aurait pu porter dans tout le pays la ligne de la grève générale et de l'auto-organisation.

Un tel pôle a de fait commencé à se constituer dans certains endroits, avec des équipes syndicales combatives, surtout des SUD et de nombreux syndicats ou militants CGT. Cependant, du côté de Solidaires, la direction s'est certes prononcée constamment pour la grève générale, soutenant la reconductible et les blocages, ce qui a constitué indéniablement un point d'appui pour leur extension et leur approfondissement ; mais elle ne s'est pas posée comme alternative à l'intersyndicale, refusant de combattre celle-ci clairement et frontalement sous prétexte de ne pas briser l'« unité », alors que sa politique traître empêchait la généralisation de la grève ; et elle a été jusqu'à signer les deux derniers communiqués de l'Intersyndicale, datant de début novembre, c'est-à-dire lorsque les confédérations essayaient de couvrir leur trahison par des appels à de nouvelles journées d'action sans aucune perspective.

Du côté des équipes combattives de la CGT, l'absence d'une opposition structurée au niveau national a lourdement pesé, les réduisant à une certaine dispersion malgré leur nombre. De plus, le discours « gauche » de certaines fédérations comme celles de la chimie ou des cheminots et de certaines UD comme celles de Paris, de Marseille ou de Seine-Maritime, s'appuyant sur la reconductible, a pu limiter la radicalisation des militants en donnant l'illusion de la radicalité alors qu'il s'agissait en fait uniquement, au niveau national, d'une orientation de bureaucrates de gauche qui n'ont jamais combattu sérieusement l'orientation confédérale et ont fini par pousser plus ou moins discrètement à la reprise du travail. Dans certaines raffineries, comme à Donges, la CGT a même organisé des votes à bulletin secret avec la participation des cadres et des non-grévistes pour arrêter la grève. De même, certaines structures ont vu dans les actions de toutes sortes et

notamment les blocages un moyen de faire passer sous un vernis de radicalité leur refus de se battre sérieusement pour construire la grève dans une perspective de grève générale. Enfin, même les syndicats CGT les plus combatifs, par exemple dans certaines gares SNCF, ont pour la plupart refusé toute auto-organisation des travailleurs, empêchant le plein développement de la réflexion politique sur les fins et moyens du mouvement.

Du côté des principales organisations politiques d'extrême gauche, on a manqué d'un parti clairement révolutionnaire. Les militants de Lutte ouvrière ont pu participer aux grèves, débrayages et actions sur le terrain ; mais la direction de cette organisation, en cohérence avec sa conception d'un interminable reflux du mouvement ouvrier, a considéré qu'il s'agissait d'un petit mouvement ne mettant nullement à l'ordre du jour le combat pour la grève générale, et que la classe ouvrière n'était guère mobilisée ; de plus, elle n'a rien trouvé à redire à la politique des directions syndicales, refusant de les critiquer, appelant simplement à être le plus nombreux possible à leurs journées d'action !

La direction du Parti Ouvrier Indépendant a exigé le « *retrait sans conditions du plan du gouvernement* » et s'est prononcée pour la « *grève unie pour imposer ce retrait* », mais sans parler ni de grève générale, ni même de grève jusqu'au retrait, ni des grèves reconductibles, ni des blocages. Et surtout, elle a comme d'habitude collé à la direction de FO qui demandait certes le retrait, mais se prononçait comme les autres pour « une autre réforme » et de nouvelles « négociations », et qui parlait certes de « grève interprofessionnelle », mais seulement « de 24h » — seuls les lambertistes du POI faisant croire que FO appelait à la « grève générale »...

Quant à notre parti, le NPA, beaucoup de camarades ont participé en première ligne à la grève reconductible et aux blocages, la direction s'est prononcée à juste titre pour le retrait du projet et pour chasser Sarkozy, elle a appelé clairement à la grève reconductible et au blocage et il lui est même arrivé de parler de la grève générale. Mais

sa ligne a été hésitante et oscillante suivant les événements... et selon l'auteur des tracts ou articles de *Tout est à nous !* La question de la grève générale n'a nullement été au centre de l'orientation : elle a pu être en titre d'un numéro du journal (n° 72) et d'un tract (semaine du 5 octobre), mais elle a disparu aux moments clés (« unes » des journaux suivants, tracts nationaux des 10 et surtout du 18 octobre). De plus, la critique des directions syndicales est restée d'un bout à l'autre insuffisante : elle a été limitée dans le journal, diffusé à petite échelle, et a disparu purement et simplement des tracts, distribués quant à eux en masse. En effet, sous prétexte de ne pas démoraliser les travailleurs, la direction du NPA a refusé de mener le combat politique combinant dénonciation et interpellation des directions syndicales ; cela laisse croire aux militants qu'il serait possible de contourner cet obstacle majeur par la seule investissements dans les grèves et les actions tous azimuts. Pire : quand ils ont été explicitement interrogés par les journalistes sur la stratégie des directions syndicales, O.r Besancenot et Alain Krivine ont tu totalement leurs critiques, voire les ont soutenues ! De façon générale, la direction du NPA a constamment prétendu que les nouvelles journées d'action des directions syndicales étaient des points d'appui pour la lutte, alors que leur stratégie s'opposait centralement à celle de la grève générale et menait inévitablement au délitement. Dès lors, les camarades du NPA n'ont pas été armés politiquement pour affronter correctement le verrou majeur qu'il s'agissait de faire sauter. Or, tant que les travailleurs n'auront pas pris conscience de la politique traître des bureaucrates, ils ne seront pas prêts à s'engager massivement dans la construction de structures d'auto-organisation telles que les comités d'entreprise et de grève, ils ne pourront donc pas construire une direction alternative sur la base d'un programme rompant avec le réformisme.

Même les camarades de la position 2 (ex-B) liés au 92 Nord et au secteur jeunes, avec qui les membres du CTR se sont retrouvés sur la ligne de la grève reconductible, des

blocages aidant au développement de la grève et de l'auto-organisation, ont refusé d'affronter la politique des directions syndicales, croyant pouvoir la contourner par le seul volontarisme activiste, allant jusqu'à dépolitiser les AG et coordinations interpro : refus d'étendre les revendications au-delà des retraites, opposition à la critique et à l'interpellation des directions syndicales, soutien sans critique à leurs journées d'action, cécité face au reflux dû précisément à la trahison.

Les membres du Collectif pour une Tendance Révolutionnaire sont intervenus dans le mouvement sur la base d'une orientation politique combinant le combat pour une plate-forme revendicative élargie partant des aspirations immédiates des masses, la critique systématique et l'interpellation des directions syndicales et réformistes, la participation résolue aux grèves, aux actions de soutien aux grévistes, aux blocages et aux processus d'auto-organisation comme les comités de grève, les AG et réunions interpro, embryons de démocratie ouvrière regroupant les travailleurs syndiqués ou non, disposant d'une emploi pérenne ou précaire.

Pour que le NPA intègre les travailleurs et jeunes de l'avant-garde du mouvement sur la base d'un programme prolétarien et révolutionnaire

Le bilan de la lutte doit être au cœur des débats du congrès, car c'est là que se sont concrétisées les différentes orientations proposées. Si le NPA, depuis le processus fondateur, avait fait de l'implantation dans le prolétariat une priorité de sa construction, au lieu de penser constamment à des accords avec le Front de gauche pour les élections, il aurait pu peser beaucoup plus dans les secteurs clés et dans les grandes entreprises. Si le NPA s'était doté d'un programme de transition clairement révolutionnaire, il aurait armé politiquement une avant-garde qui aurait dynamisé le mouvement en clarifiant ses enjeux et en combattant les réformistes en théo-

rie comme en pratique. Si, comme le demandent en vain de nombreux militants (déjà du temps de l'ex-LCR !), le NPA avait impulsé avec des syndicalistes combattifs un courant intersyndical lutte de classe, notamment dans la CGT à l'occasion du congrès confédéral de l'an passé, il aurait affronté ce mouvement avec un instrument décisif pour mener le combat à l'intérieur des confédérations en s'appuyant sur le mouvement des masses. Si, durant le mouvement, tout le NPA s'était investi à fond dans les processus d'auto-organisation, à commencer par les AG interpro qui ont été actives dans près de 50 villes, il aurait aujourd'hui beaucoup plus de liens avec les travailleurs et les jeunes les plus combattifs et pourrait contribuer à maintenir ces instruments extrêmement précieux (certains parmi les plus efficaces datant de 2006, comme au Havre, voire de 2003) ; c'est important pour aider l'avant-garde à faire le bilan politique du mouvement et par là même à se préparer pour les prochaines luttes, pour soutenir les luttes partielles ou catégorielles qui ne vont pas manquer de resurgir dans les prochaines semaines ou les pro-

chains mois tant ont été grandes la profondeur du mouvement et la colère contre le gouvernement.

C'est à ces tâches qu'il faut s'atteler maintenant, en rompant avec la politique mise en œuvre par la direction du parti depuis sa fondation, en rejetant ses « réponses à la crise » et ses propositions pour l'orientation à venir du NPA, par lesquelles elle voudrait aller encore plus loin dans la dérive vers le réformisme. Pour le CTR, le grand mouvement de septembre-octobre confirme la nécessité d'un NPA ancré dans la classe ouvrière et la jeunesse en défendant sur le terrain de la lutte des classes un programme et une stratégie clairement révolutionnaires, qui tranche les ambiguïtés des principes fondateurs. Ces axes sous-tendent la « plate-forme 4 » soumise au congrès, où sont développées les analyses du CTR, son bilan du NPA et ses propositions.

Il s'agit de s'atteler enfin à la tâche historique de reconstruire le mouvement ouvrier en partant des luttes réelles, en en tirant les leçons et en se préparant le mieux possible aux prochaines. C'est le moment pour le NPA d'entrer dans les usi-

nes, de s'implanter dans les secteurs les plus stratégiques, afin d'influencer les prolétaires qui commencent à se repolitiser et de pouvoir intervenir au cœur des grands combats de classe qui s'approchent. L'enjeu immédiat est de gagner les milliers de travailleurs et de jeunes qui se sont mis en grève reconductible, qui ont mené les actions de blocages, qui se sont auto-organisés sur leurs lieux de travail et dans les AG interpro : il n'y a aucune raison de les laisser capter par les réformistes des directions syndicales, du PCF ou du PG, ni même par des courants anarchistes ou autonomes qui nous disputeront d'autant plus la radicalité que nous manquerons de clarté stratégique. Il s'agit de franchir un pas décisif dans la constitution d'un NPA, en intégrant les plus combattifs, avec leurs expériences et leurs réflexions, et en les nourrissant des nôtres, de nos acquis comme de nos clarifications indispensables. Il s'agit de nous fusionner avec l'avant-garde du mouvement réel en nous dotant d'un programme marxiste révolutionnaire.

ANNEXE : LUTTE DE L'ENS, TEXTES DU COMITÉ NPA DE L'ENS

Les militants TC de l'ENS se sont fortement investis dans la lutte des personnels contre la précarité, avec les autres camarades du comité NPA. Nous reproduisons ici deux textes publiés par ce comité, qui tirent les leçons de cette lutte exemplaire.

Après 136 jours de grève, victoire des précaires de l'ENS !

Article publié dans Tout est à nous ! le 2 juin 2011

Le 25 mai, un protocole d'accord a été signé entre la directrice de l'École normale supérieure, Monique Canto-Sperber, d'une part, et l'assemblée générale (AG) des personnels en grève, des étudiantEs mobiliséEs, les syndicats locaux Ferc-Sup-CGT et SUD-Étudiant, d'autre part.

Il aura fallu sept mois de lutte, 136 jours de grève, de nombreux blocages, l'occupation des bureaux de la direction durant quatre semaines, près d'une centaine d'AG démocratiques et souveraines, le soutien des fédérations de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la fonction publique, le combat de l'AG et des syndicats locaux combattifs contre des bureaucrates locaux et nationaux qui ont tenté de négocier dans le dos de

l'AG... Mais le résultat est une victoire importante :

- 22 précaires ont gagné un CDI : 19 employéEs présentEs depuis plus de trois ans à l'ENS, ainsi que les trois grévistes qui n'ont pas encore cette ancienneté ;

- dans les mois et années à venir, toutE précaire atteignant trois ans d'ancienneté bénéficiera automatiquement d'un CDI ;

- prime annuelle de 1 000 euros bruts pour les CDD et de 900 pour les CDI, grille indiciaire pour toutEs les contractuelLEs alignée sur celle des fonctionnaires, permettant que soit enfin prise en compte leur ancienneté ;

- paiement des jours de grève à 83% ;

- mutation-sanction interne et enquête disciplinaire contre l'odieux chef de cuisine qui maltraitait et injurait les personnels ;

- engagement de la direction à ce que la gestion du restaurant, de l'internat et du ménage ne soit externalisée ni au privé ni au Crous ;

- les postes de fonctionnaires éventuellement accordés dans le cadre de la loi Tron seront proposés en priorité aux contractuelLEs de catégorie C sans qualification (titularisables sans concours) ;

- féminisation du protocole d'accord.

La stagnation du rapport de forces, la fatigue des grévistes, l'arrivée des examens, le déficit de la caisse de grève à la fin n'ont pas permis de

continuer la grève pour la titularisation : Péresse, soutenue par l'intervention directe de l'Élysée, n'a pas concédé les quatorze postes que le secrétariat d'État à la Fonction publique avait proposés. Il n'a pas été possible non plus de contraindre la direction de l'ENS à demander ces postes (elle n'en veut que pour les catégories A!). Enfin, la direction a refusé de

retirer les cinq plaintes déposées et de s'engager à ne pas sanctionner élèves et grévistes. Le risque de suites judiciaires et disciplinaires est donc réel – mais les grévistes se sont engagés à reprendre la grève à la moindre annonce de sanction.

Cela n'enlève rien à l'évidence de la victoire ! La leçon qui en découle est que, même dans une situation sociale

globalement peu favorable, la grève dure, la caisse de grève, la force de l'unité dans la lutte, la démocratie ouvrière en acte et l'expérience des militantEs politiques sont les ingrédients qui permettent de gagner.

Comité NPA de l'ENS

Quelle campagne du NPA voulons-nous ?

Contribution à partir de la grève victorieuse de l'ENS pour le bulletin de discussion du NPA

Dans notre comité, les militantEs ont défendu des plateformes différentes au congrès et ont des divergences sur la position exacte à adopter pour la présidentielle. Toutefois, nous voudrions apporter un éclairage sur la campagne qu'il faudrait à notre avis mener. Nous avons participé à une lutte qui a duré 7 mois (dont 136 jours de grève) et s'est terminée par une victoire importante (CDI pour 22 précaires, jours de grève payés à 82%, prime de 900 à 1000 €, mutation-sanction d'un chef violent et dangereux, engagement de la direction à ne pas privatiser...).

Selon nous, la conférence nationale doit définir surtout le contenu de la campagne : il s'agit de mettre en avant une logique anticapitaliste, les méthodes de l'auto-organisation ouvrière et le projet d'un parti pour la lutte des classes. Il faut populariser les luttes et valoriser leurs points forts en ancrant nos propositions dans les expériences réelles. Or les leçons de la lutte de l'ENS sont à notre avis de celles qui méritent d'être mises en avant.

Tout a commencé début septembre par des réunions sur la contre-réforme des retraites, à notre initiative car on ne pouvait compter sur les bureaucrates syndicaux locaux, d'ailleurs sans troupes. Nous avons alors constaté que les travailleur/ses avançaient surtout d'autres revendications : contre la précarité, pour les salaires, pour le respect au travail. Un Collectif des personnels de l'ENS s'est mis en place pour faire le lien entre ces problèmes et a diffusé un tract.

Puis les cours ont commencé et les camarades, notamment de SUD, nous ont rejoints. Dans la continuité des mouvements contre le CPE et la

LRU, des AG ont eu lieu. Même si les personnels étaient très minoritaires au début, l'AG a décidé de s'adresser à eux/elles, d'intégrer la question de la précarité et des salaires. De plus, nous avons noué des liens avec les cheminots d'Austerlitz et d'Ivry, envoyé des délégués aux AG interpro et à Grandpuits, fait un cortège commun ENS/raffineurs à l'invitation de ceux-ci. On n'a pas hésité à débattre de la politique des bureaucraties syndicales qui empêchaient l'extension des grèves reconductibles et la grève générale : la majorité en pris conscience, au grand dam du FdG et de l'UNEF. Enfin, deux élèves syndiqués et un travailleur élu CGT ont rejoint notre comité, augmentant encore notre influence.

Le nombre de personnels venant aux AG et en manif croissait progressivement. Mais nous n'arrivions pas à gagner les précaires du restaurant jusqu'à ce que l'AG décide de bloquer ce service pour leur permettre d'arrêter le travail et de venir manifester sans prendre de risque. Des revendications claires ont été définies par une AG record : titularisation, au minimum CDI immédiat, augmentation de 300 €, amélioration des conditions de travail.

L'AG pro-ouvrière et démocratique, libérant la parole et n'hésitant pas à engager des actions radicales, a permis une impressionnante progression de la conscience de classe. Après de nouveaux blocages (dont celui du CA) et trois jours de grève en décembre, la grève reconductible a été lancée en janvier. La vente quotidienne de sandwiches a permis de l'auto-financer. Les actions ont continué, notamment l'occupation des bureaux de la direction durant 4 semaines.

L'unité grévistes/ étudiantEs a été décisive. L'AG a su, par l'analyse calme des situations, de vraies discussions et l'expérience des militantEs (notamment la nôtre), déjouer les coups de la direction qui, appuyée par Péresse et même l'Élysée, a alterné tentatives de pourrissement, négociations avortées et répression (vigiles, huissiers, plaintes, évacuation policière). La méthode de l'auto-organisation n'a pas empêché d'interpeller les fédérations syndicales, qui ont apporté leur soutien. Des bureaucrates locaux et nationaux, notamment FERC et UGFF-CGT, ont pourtant tenté de négocier avec le ministère et la direction dans le dos de l'AG. Mais les grévistes (qu'on avait contribué à faire adhérer à la FERC-Sup CGT et qui contrôlent maintenant le syndicat) les ont condamnés, convoqués à une réunion de section et contraints à s'incliner !

Enfin, la grève est restée solidaire, même après que la direction eut tenté la division en cédant des CDI aux seuls grévistes ayant le plus d'ancienneté. Malgré la pression de bureaucrates dénonçant le « jusqu'aboutisme », la solidarité ouvrière a triomphé : la grève s'est poursuivie jusqu'à ce que la totalité des grévistes obtienne un CDI.

Quels sont les ingrédients qui nous ont permis de gagner ? Des revendications définies en AG, une grève tenace et reconductible, la caisse de grève, la démocratie ouvrière, l'unité dans la lutte, le combat contre les bureaucrates et bien sûr l'expérience des militantEs politiques. C'est un des messages essentiels que devrait selon nous porter le NPA.

Comité NPA de l'ENS

Cette brochure est le supplément n° 1 à *Au CLAIR de la lutte* n° 8. ISSN : 2101-6135. Comité de rédaction : Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

Site : <http://tendanceclaire.npa.free.fr> — Mail : tendanceclaire.npa@free.fr — Tél. : 06 64 91 49 63